Conto corrente con la posta — Anno 89° — Numero 75

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA
REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — Roma - Martedì, 30 marzo 1948 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONI DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

SOMMARIO

MINISTERO DELLA DIFESA - MARINA

Ricompensa al valor militare

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Visto l'art. 5 del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Visto il regio decreto 4 novembre 1932, n. 1423;

Concede

« motu-proprio » la medaglia in oro al valor militare al capitano d'artiglieria Werther CACCIATORI di Arrigo e di Corsi Corinna, nato il 14 marzo 1912 a Carrara, con la seguente motivazione:

« Comandante di batteria contraerea in base navale d'oltremare contrastava la violenta continuata offensiva aerea con indomita reazione delle proprie armi. Esaurite le munizioni dei cannoni, organizzava la batteria a caposaldo e si opponeva ai reparti d'assalto, sbarcati dall'avversario sull'isola assediata, con le armi leggere rimastegli. Con ripetute azioni condotte di sua iniziativa e guidate di persona attaccava ripetutamente il nemico avanzante per trattenerlo nel tentativo di aggirare il vicino comando tattico dei reparti britannici e dava continue prove di eccezionale sprezzo del pericolo e di elevate virtù militari. Divenuta ormai disperata la situazione, contrattaccava un'ultima volta alla testa di esiguo gruppo di marinai e con la perdita di un braccio offriva alla Patria il il suo tributo di sangue. Combattente esemplare e temerario, destava profonda ammirazione in quanti furono testimoni del suo valore ». — Lero, 16 novembre 1943.

Dato a Roma, addì 18 ottobre 1947

DE NICOLA

CINGOLANI

Registrato alla Corte dei conti addì 27 dicembre 1947
Registro Marina n. 23, foglio n. 184.

(514)

LEGGI E DECRETI

DECRETO LEGISLATIVO 3 febbraio 1948, n. 176.

Approvazione dell'Accordo in materia assicurativa firmato a Berna, fra l'Italia e la Svizzera, il 9 luglio 1947.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per il tesoro, per le finanze, per il lavoro e la previdenza sociale e per i trasporti;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 6 dicembre 1947:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo fra l'Italia e la Svizzera in materia assicurativa firmato a Berna il 9 luglio 1947.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 9 luglio 1947.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 3 febbraio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — SFORZA — DEL VECCHIO — PELLA — FANFANI — CORBELLINI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 marzo 1948
Atti del Governo, registro n. 18, foglio n. 85. — FRASCA

Accord entre la République italienne et la Confédération suisse concernant le règlement des rapports d'assurance et de réassurance entre les deux pays, conclu a Berne, le 9 juillet 1947.

Les Gouvernements de la République italienne et de la Confédération suisse, désireux de régler les rapports d'assurance et de réassurance entre les deux pays, ont conclu l'accord suivant:

Article 1.

Objet de l'Accord

Sont considérés comme paiements d'assurance et de réassurance au sens du présent accord les paiements entre l'Italie et la Suisse concernant:

1) toute créance et dette émanant de contrats d'assurance conclus d'après les prescriptions légales en vigueur dans les deux pays;

2) toute créance et dette émanant de contrats de réassurance ou de rétrocession, conclus entre compagnies d'assurance et de réassurance des deux pays;

3) les avances faites en Italie par les compagnies d'assurance suisses autorisées à opérer en Italie à leurs représentants dans ce pays pour les affaires de leur gestion italienne et la restitution en Suisse de ces avances, de même que les avances faites en Suisse par les compagnies d'assurance italiennes autorisées à opérer en Suisse à leurs représentants dans ce pays pour les affaires de leur gestion suisse et la restitution en Italie de ces avances;

4) les bénéfices réalisés à la fin de chaque exercice par les représentants en Italie de compagnies suisses d'assurance directe, de même que les bénéfices réalisés à la fin de chaque exercice par les représentants en Suisse de compagnies italiennes d'assurance directe;

5) les prestations des assurances sociales de droit public, telles que les rentes d'invalidité et de vieillesse, les rentes et pensions « accidents du travail », notamment les prestations de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents, Lucerne, ainsi que, conformément au chiffre 1 ci-dessus, les prestations dérivant d'assurances complémentaires privées.

Sont compris notamment dans la définition sous chiffre 1 du présent article:

a) pour les assurances *transport*: les contributions provisoires et définitives d'avarie commune et la restitution des premières;

b) pour les assurances *responsabilité civile, accident* et *autocasco*: les indemnités dues par des assurés en responsabilité civile de l'un des deux pays contractants à des personnes domiciliées dans l'autre pays; le paiement des frais médicaux et de traitement à supporter par les assurés domiciliés dans l'un des deux pays pour des accidents subis dans l'autre pays, le paiement des frais de réparation indispensable à supporter par les assurés autocasco dans l'autre pays pour des sinistres qu'ils y ont subis, ainsi que le remboursement des paiements anticipés dans ces cas par le représentant ou le siège d'une compagnie dans l'un des deux pays pour le compte du siège ou du représentant de la compagnie dans l'autre pays;

c) pour les *assurances sur la vie*: les primes sur polices conclues en Suisse auprès de compagnies suisses d'assurance par des citoyens suisses résidant d'une façon permanente en Italie, mais qui avaient leur domicile en Suisse au moment de la conclusion du contrat; les sommes assurées auprès de compagnies italiennes qui sont échues, payables à l'assuré ou au bénéficiaire de la police, s'il a son domicile en Suisse au moment de l'échéance, ainsi que les rachats dans les mêmes conditions. Il en est de même pour les primes sur polices d'assurance vie, conclues en Italie auprès de compagnies italiennes d'assurance par des citoyens italiens résidant en Suisse, mais qui avaient leur domicile en Italie au moment de la conclusion du contrat, pour les sommes assurées auprès de compagnies suisses qui sont échues, payables à l'assuré ou au bénéficiaire de la police, s'il a son domicile en Italie au moment de l'échéance, ainsi que pour les rachats dans les mêmes conditions.

Ce qui précède ne s'applique pas aux contrats d'assurance vie à prime unique.

Ne sont pas compris dans la définition sous chiffre 1 du présent article les paiements qui de par leur nature

sont destinés à rester dans le pays dans lequel ils sont faits et ne doivent pas donner lieu à un transfert dans l'autre pays, par exemple les indemnités dues en cas d'incendie d'immeubles.

MODALITÉS POUR LE RÈGLEMENT DES DETTES ET DES CRÉANCES TOMBANT SOUS LE COUP DU PRESENT ACCORD

Article 2.

Assurance directe

Les paiements prévus à l'art. 1er, chiffre 1, du présent accord, résultant de contrats d'assurance libellés en d'autres monnaies que la lire ou le franc suisse, seront exécutés librement de part et d'autre en monnaie originale.

Tous les autres paiements visés à l'art. 1er, chiffres 1, 3, 4 et 5 du présent accord, qui sont à effectuer de Suisse en Italie, seront faits en francs suisses auprès de la Banque nationale suisse à Zurich, dans le compte « assurance et réassurance », ouvert, conformément à l'art. 5, au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi, qui paiera au créancier la contrevaleur en lires.

Toutefois, s'il s'agit de primes dues en vertu de contrats d'assurance sur la vie par des assurés domiciliés en Suisse à des compagnies d'assurance opérant en Italie, l'Office suisse de compensation les mettra à la libre disposition de l'Ufficio Italiano dei Cambi, sur demande de cet institut, en les prélevant sur les disponibilités du compte « assurance et réassurance ».

En ce qui concerne les prestations de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents, dues à des ayants droit domiciliés en Italie, le versement en francs suisses auprès de la Banque nationale suisse à Zurich en sera également fait dans le compte « assurance et réassurance », ouvert au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi, ce dernier mettra la contre-valeur en lires à la disposition de la Chambre de Commerce suisse en Italie, à Milan, qui effectuera le paiement en lires aux dits ayants droit.

Les paiements prévus à l'art. 1er, chiffres 1, 3, 4 et 5, autres que ceux mentionnés au premier alinéa du présent article, qui sont à effectuer d'Italie en Suisse, seront réglés en francs suisses directement au créancier par le débiteur en Italie, qui utilisera à cet effet les comptes en devises autorisés dont il dispose. Si ce débiteur ne dispose pas de devises suffisantes pour s'acquitter de sa dette, l'Ufficio Italiano dei Cambi mettra à sa disposition la devise nécessaire en la prélevant du compte « assurance et réassurance » ouvert auprès de la Banque nationale suisse.

Le présent accord n'est pas applicable aux paiements relatifs à l'assurance des marchandises dans le trafic direct entre l'Italie et la Suisse.

Article 3.

Réassurance et rétrocession

Les paiements découlant de rapports de réassurance ou de rétrocession entre des compagnies d'assurance et de réassurance des deux pays seront effectués librement, par la compagnie débitrice, en monnaie originale.

Toutefois, les paiements découlant de rapports de réassurance ou de rétrocession entre des compagnies d'assurance et de réassurance des deux pays, libellés en lires, seront librement exécutés soit en lires libres, soit en francs suisses. Le débiteur utilisera à cet effet ses disponibilités en lires libres ou en devises.

Les compagnies italiennes et suisses d'assurance et de réassurance ont la faculté d'obtenir auprès des banques italiennes autorisées l'ouverture de comptes en lires libres, exempts de toutes formalités et dont les soldes sont transférables librement en devises à l'étranger.

Si un débiteur en Italie ne dispose pas de devises ou de lires libres suffisantes pour s'acquitter de sa dette, l'Ufficio Italiano dei Cambi mettra à sa disposition les fonds nécessaires en les prélevant du compte « assurance et réassurance » ouvert auprès de la Banque nationale suisse. En ce qui concerne les paiements résultant d'obligations libellées en monnaie tierce, seules les monnaies librement transférables par voie bancaire en Suisse pourront donner lieu à un tel prélèvement.

Si un débiteur en Italie a bénéficié des disponibilités dudit compte pour effectuer un paiement d'Italie en Suisse, tous les paiements à faire de Suisse en Italie en faveur de ce débiteur doivent être exécutés par l'entremise du compte « assurance et réassurance » jusqu'à concurrence du montant total prélevé. L'Ufficio Italiano dei Cambi d'une part, et l'Office suisse de compensation d'autre part, prendront les mesures nécessaires à cet effet.

Les titres italiens appartenant à des compagnies d'assurance ou de réassurance suisses, déposés auprès d'une compagnie italienne en garantie d'engagements de réassurance ou de rétrocession, et acquis par cette compagnie pour le compte de la compagnie suisse en utilisant à cet effet les soldes de réassurance ou de rétrocession dus par la compagnie italienne à cette dernière, ont le caractère de titres libres.

Ces titres peuvent en conséquence:

1) soit être déposés dans un « dossier libre » constitué auprès d'une banque italienne agréée au nom de la compagnie suisse à qui ils appartiennent, à condition que la compagnie italienne qui les détient cède à l'Ufficio Italiano dei Cambi la contre-valeur de ces titres en devises ou en lires libres, en utilisant à cet effet ses disponibilités en devises ou en lires libres;

2) soit être remis à une autre compagnie italienne pour le compte de la compagnie suisse à qui ils appartiennent, à condition que la compagnie italienne qui les détient cède à la compagnie qui les reçoit la contre-valeur de ces titres en devises ou en lires libres en utilisant à cet effet ses disponibilités en devises ou en lires libres;

3) soit être vendus pour le compte de la compagnie suisse par les soins de la compagnie italienne qui les détient, à condition que cette dernière soit en mesure d'opérer le transfert du produit de la vente en utilisant à cet effet ses disponibilités en devises ou en lires libres.

Les « dossiers libres » prévus sous chiffre 1 ci-dessus sont exempts de toutes formalités, et le produit de la vente des titres qui y sont déposés est librement transférable en devises à l'étranger; ce transfert se fera moyennant cession par l'Ufficio Italiano dei Cambi de la devise nécessaire.

Les intérêts provenant des titres déposés auprès des compagnies d'assurance ou de réassurance des deux pays en garantie de leurs engagements de réassurance ou de rétrocession seront portés au crédit des comptes trimestriels de réassurance ou de rétrocession.

Article 4.

Compensation des dettes et des créances

Les compagnies d'assurance et de réassurance des deux pays, d'entente entre elles, ont la faculté d'effectuer directement entre elles la compensation des dettes et des créances libellées en lires, en francs suisses ou en monnaies tierces librement transférables par voie bancaire, résultant de leurs rapports de réassurance et de rétrocession, visés par le présent accord.

Article 5.

Compte « assurance et réassurance »

Pour assurer le fonctionnement du présent accord, un compte « assurance et réassurance » en francs suisses sera ouvert auprès de la Banque nationale suisse à Zurich, au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi.

Pour l'exécution des paiements à effectuer par la voie de ce compte, l'Ufficio Italiano dei Cambi et la Banque nationale suisse s'adresseront au jour le jour des ordres de paiement relatifs aux encaissements opérés. Ces ordres de paiement seront libellés en francs suisses.

L'Ufficio Italiano dei Cambi exécutera à réception les ordres de paiement reçus de la Banque nationale suisse. De son côté, la Banque nationale suisse exécutera les ordres de paiement reçus de l'Ufficio Italiano dei Cambi dans la limite des disponibilités du compte « assurance et réassurance » et dans l'ordre chronologique des encaissements en Italie.

Article 6.

Cours du change

L'Ufficio Italiano dei Cambi et l'Office suisse de compensation fixeront d'un commun accord le cours entre la lire et le franc suisse applicable aux paiements et compensations prévus par le présent accord.

Tant en Italie qu'en Suisse les versements des débiteurs seront effectués au cours en vigueur le jour du versement et les paiements aux créanciers au cours en vigueur le jour du paiement.

Le debiteur de dettes libellées dans la monnaie du pays co-contractant ou en monnaie tierce n'est libéré de son obligation qu'au moment où le créancier aura reçu le montant intégral de sa créance.

Article 7.

Commission mixte

Une commission mixte est instituée. Elle se réunira à la demande de l'une des parties contractantes, en vue d'assurer le bon fonctionnement du présent accord.

Article 8.

Le présent accord étendra ses effets à la Principauté de Liechtenstein aussi longtemps que celle-ci sera liée à la Suisse par un traité d'union douanière.

Article 9.

Le présent accord remplace l'Accord entre le Royaume d'Italie et la Confédération suisse concernant les modalités d'application de l'Accord du 3 décembre 1935 aux paiements relatifs aux assurances et réassurances entre l'Italie et la Suisse, du 30 janvier 1937, ainsi que l'avenant du 22 juin 1940.

Il entre en vigueur le jour de sa signature et portera ses effets également sur les obligations échues après le 30 septembre 1946 et non encore réglées. En ce qui concerne les obligations d'assurance directe échues jusqu'à cette date et non encore réglées, l'Ufficio Italiano dei Cambi et l'Office suisse de compensation examineront, d'un commun accord, la possibilité de les régler par la voie de l'accord.

Il pourra être dénoncé en tout temps, sous préavis d'au moins 6 mois, au plus tôt pour le 31 décembre 1949.

En cas de résiliation du présent accord, ses clauses seront encore valables pour la liquidation de toutes les créances échues pendant la durée de sa validité. Cette liquidation effectuée, le solde éventuel du compte « assurance et réassurance » sera librement utilisable par l'Ufficio Italiano dei Cambi.

Fait à Berne, en double exemplaire, le 9 juillet 1947.

Au nom du Gouvernement suisse
MAX PETITPIERRE

Au nom du Gouvernement italien
EGIDIO REALE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL

Berne, le 9 juillet 1947

Monsieur le Ministre,

En me référant aux conversations qui ont eu lieu du 10 au 19 juin 1947 entre une Délégation suisse et une Délégation italienne aux fins de régler les rapports d'assurance et de réassurance entre les deux pays, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence qu'il a été convenu ce qui suit:

Conformément aux contrats qui ont été signés ces jours par la Snia Viscosa et l'Ente Carta d'une part et M. Werder, représentant des compagnies d'assurance suisses débitrices d'autre part, au sujet de la cellulose détruite dans l'entrepôt de la Reederei A. G. Bâle, lors de l'incendie survenu le 24 avril 1945, 20 % de l'indemnité forfaitaire due par les compagnies d'assurance suisses soit environ 440.000 fr. s., restent réservés en faveur du trafic d'assurance et de réassurance entre l'Italie et la Suisse. Par conséquent, les compagnies d'assurance suisses débitrices verseront cette somme sans retard à la Banque nationale suisse sur un compte transitoire ouvert au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi, qui en fera parvenir sans délai la contre-valeur en lires aux intéressés italiens. Dès l'ouverture du compte « assurance et réassurance » prévu dans l'accord signé ce jour, la somme intégrale d'environ fr. s. 440.000 y sera transférée.

D'autre part, les autorités suisses autoriseront les compagnies d'assurance suisses débitrices à mettre 80 % de l'indemnité forfaitaire mentionnée ci-dessus à la

libre disposition des ayants droit italiens. Il reste entendu que ces derniers paieront de cette somme les frais dus en Suisse à la Reederei A. G. à Bâle, ainsi que les honoraires et les frais d'avocats.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

MAX PETITPIERRE

Son Excellence
Monsieur Egidio REALE
Ministre d'Italie BERNE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

LÉGATION D'ITALIE
BERNE

Berne, le 9 juillet 1947

Monsieur le Conseiller Fédéral,

En me référant aux conversations qui ont eu lieu du 10 au 19 juin 1947 entre une Délégation italienne et une Délégation suisse aux fins de régler les rapports d'assurance et de réassurance entre les deux pays, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence qu'il a été convenu ce qui suit:

Conformément aux contrats qui ont été signés ces jours par la Snia Viscosa et l'Ente Carta d'une part et M. Werder, représentant des compagnies d'assurance suisses débitrices d'autre part, au sujet de la cellulose détruite dans l'entrepôt de la Reederei A. G. Bâle, lors de l'incendie survenu le 24 avril 1945, 20 % de l'indemnité forfaitaire due par les compagnies d'assurance suisses soit environ 440.000 fr. s., restent réservés en faveur du trafic d'assurance et de réassurance entre l'Italie et la Suisse. Par conséquent, les compagnies d'assurance suisses débitrices verseront cette somme sans retard à la Banque nationale suisse sur un compte transitoire ouvert au nom de l'Ufficio Italiano dei Cambi, qui en fera parvenir sans délai la contre-valeur en lires aux intéressés italiens. Dès l'ouverture du compte « assurance et réassurance » prévu dans l'accord signé ce jour, la somme intégrale d'environ fr. s. 440.000 y sera transférée.

D'autre part, les autorités suisses autoriseront les compagnies d'assurance suisses débitrices à mettre 80 % de l'indemnité forfaitaire mentionnée ci-dessus à la libre disposition des ayants droit italiens. Il reste entendu que ces derniers paieront de cette somme les frais dus en Suisse à la Reederei A. G. à Bâle, ainsi que les honoraires et les frais d'avocats.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

EGIDIO REALE

Monsieur Max PETITPIERRE
Conseiller Fédéral
Chef du Département Politique BERNE

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO LEGISLATIVO 3 febbraio 1948, n. 177.

Approvazione del « Memorandum d'intesa » fra i Governi di Francia, del Regno Unito di Gran Bretagna e Nord Irlanda e gli Stati Uniti d'America da una parte ed il Governo d'Italia dall'altra parte in merito ai beni tedeschi in Italia, concluso a Washington il 14 agosto 1947.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per l'interno, per il tesoro, per le finanze, per l'industria e commercio e per il commercio con l'estero;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 6 dicembre 1947:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data al « Memorandum d'intesa » tra i Governi di Francia, del Regno Unito di Gran Bretagna e Nord Irlanda e degli Stati Uniti d'America da una parte ed il Governo d'Italia dall'altra parte, in merito ai beni tedeschi in Italia, concluso a Washington il 14 agosto 1947.

Art. 2.

Per la vendita o liquidazione dei beni tedeschi esistenti in Italia di cui al « Memorandum » predetto, potranno essere applicate le disposizioni dell'art. 300 del testo della legge di guerra, approvato con regio decreto 8 luglio 1938, n. 1415, e quelle del regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100, e successive modificazioni ed integrazioni.

Art. 3.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 14 agosto 1947 conformemente al n. 9 del « Memorandum » di cui all'art. 1.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 3 febbraio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — SFORZA — SCELBA — DEL VECCHIO — PELLA — TREMELLONI — MERZAGORA

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 marzo 1948
Atti del Governo, registro n. 18, foglio n. 86. — FRASCA

« Memorandum d'intesa » tra i Governi di Francia, del Regno Unito di Gran Bretagna e Nord Irlanda e degli Stati Uniti d'America da una parte e il Governo d'Italia dall'altra parte, in merito ai beni tedeschi in Italia.

Con riferimento all'art. 77, paragrafo 5 del Trattato di Pace con l'Italia il Governo d'Italia da una parte e i Governi di Francia, del Regno Unito di Gran Bretagna e Nord Irlanda e degli Stati Uniti d'America dall'altra parte, hanno concordato la seguente intesa, inclusi gli annessi allegati che sono considerati parte integrante di questo *memorandum* d'intesa, in merito ai beni tedeschi di qualsiasi natura in Italia:

1. — Il Governo italiano prenderà le misure del caso per accertare quali beni tedeschi in Italia non si trovano al momento presente sotto alcuna amministrazione.

2. — Il Governo italiano prenderà le necessarie misure per effettuare la sollecita vendita o liquidazione di tutti quei beni in Italia, che direttamente o indirettamente appartengono a:

a) Persone tedesche in Germania o Società o altre organizzazioni formatesi sotto le leggi tedesche;

b) Lo Stato e municipalità tedesche e le autorità tedesche statali, municipali, federali o di altra natura;

c) Organizzazioni tedesche naziste; e

d) Persone tedesche già rimpatriate o da essere rimpatriate in Germania. Eccezioni a queste categorie dovrebbero essere fatte nei casi di:

a) beni di individui privati di vita o sostanzialmente privati di libertà conformemente a qualunque legge, decreto o regolamento discriminante contro gruppi politici, razziali o religiosi;

b) beni appartenenti a istituzioni religiose o istituti privati di carità ed usati esclusivamente per scopi religiosi o di carità;

c) beni di una Società oppure qualunque altra organizzazione formatasi sotto le leggi della Germania, in quanto esse non siano di beneficio a tedeschi malgrado la proprietà tedesca;

d) beni rilasciati in base ad un accordo di amministrazione sequestrataria con un altro Governo; e

e) beni che siano sotto la giurisdizione dell'Italia come risultato di ripresa di affari commerciali con la Germania. Per termine « Germania » si intende la Germania quale delimitata dai confini di tale Paese al 31 dicembre 1937. Misure relative a marchi di fabbrica e patenti di proprietà tedesca saranno dilazionate in attesa di passi separati.

3. — Il Governo italiano effettuerà cessione di beni tedeschi solo a cittadini non-tedeschi e prendendo le massime precauzioni per evitare il loro eventuale ritorno in proprietà o controllo tedesco.

4. — Il Governo italiano accrediterà gli introiti derivanti dalla liquidazione dei beni ad uno speciale conto da essere istituito per i provvedimenti che possono essere successivamente determinati in conformità dell'articolo N°. 77, paragrafo 5 del Trattato di Pace con l'Italia.

5. — Il Governo italiano eseguirà quanto predetto in collaborazione coi Governi di Francia, del Regno Unito della Gran Bretagna e Nord Irlanda e degli Stati Uniti d'America. Per assicurare tale collaborazione sarà istituito un Comitato composto di un rappresentante di ognuno dei quattro Governi che si riunirà nella o vicino alla sede del Governo italiano. La presidenza di tale Comitato sarà alternata tra i membri del Comitato stesso in un ordine da esso determinato. Tale Comitato opererà in base al sistema di maggioranza dei voti, stabilirà le sue regole di procedura e prenderà tutte le misure necessarie per l'assolvimento delle seguenti funzioni:

a) Dare direttive all'Ente dal Governo italiano incaricato di amministrare il programma per il controllo e la liquidazione dei beni tedeschi in Italia secondo le direttive e le procedure da seguire in tale programma; tali istruzioni includeranno, ma non si limiteranno a:

1° Direttive per la tecnica e le procedure da seguire per ottenere un censimento di tutte le attività tedesche in Italia;

2° Direttive a che indagini vengano svolte in casi speciali, dall'Ente, con lo scopo di scoprire beni tedeschi nascosti o mascherati in Italia. In relazione a quanto precede il Comitato porrà a disposizione dell'Ente tutte le informazioni disponibili e tutte le prove documentarie allo scopo di facilitare tale compito;

b) Esaminare anticipatamente alla loro effettuazione tutte le vendite di beni tedeschi per accertare che le vendite proposte siano in armonia con gli interessi nazionali dei quattro Governi, tenendo conto dello scopo di escludere il ritorno dei beni tedeschi all'estero in proprietà o controllo tedeschi e di favorire la libertà di commercio.

6. — Il Comitato può determinare che le spese, o qualunque parte di esse, da esso incontrate, ad eccezione delle spese dei rispettivi rappresentanti del Comitato, saranno a carico degli introiti derivanti da tali beni.

7. — L'Ente terrà il Comitato pienamente informato delle attività dell'Ente stesso. Esso fornirà al Comitato tutte le informazioni richieste concernenti il censimento e lo « status » delle attività tedesche ed in particolare esso cercherà di ottenere le istruzioni del Comitato prima di prendere alcuna decisione sostanzialmente afferente allo « status » dei beni tedeschi sotto la sua amministrazione.

8. — L'Ente formulerà i termini e le condizioni di vendita o altra destinazione dei beni tedeschi, subordinatamente a revisione da parte del Comitato.

9. — Questo *memorandum* d'intesa entrerà in vigore nello stesso giorno della sua firma.

Il presente documento viene redatto in Washington in quadriplicato, in lingua inglese, francese e italiana, ciascuna delle quali avrà uguale validità, alla data del 14 agosto 1947.

Per il Governo di Francia
FRANCIS LACORTE

Per il Governo Italiano
IVAN MATTEO LOMBARDO

Per il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e Nord Irlanda
N. T. MAGAVAN

Per il Governo degli Stati Uniti d'America
ROBERT LOVETT

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

ANNESSO N° 1

Ai fini di questo accordo, il termine « beni » come usato, si riferisce, ma non si limita a qualsiasi proprietà immobiliare o interesse in essa, impresa (commerciale, industriale, finanziaria o scientifica), titoli e interessi in essa, licenze e accordi societari o contrattuali, polizze di assicurazione o contratti di riassicurazione, conti e depositi bancari, includenti conti fiduciari, cassette-depositi e camere di sicurezza, assegni bancari, tratte, crediti, oro ed altri metalli preziosi, opzioni, o qualunque altro tipo di accordi ed impegni scritti o non scritti.

ANNESSO N° 2

Qualunque controversia relativa all'interpretazione o alla esecuzione di questo accordo, che non sia stata regolata per via di negoziati diplomatici diretti, sarà sottoposta ad un organismo composto di un rappresentante di ognuno dei Governi di Francia, del Regno Unito di Gran Bretagna e Nord Irlanda, e degli Stati Uniti d'America. Qualsiasi controversia di tale natura che essi non avessero ancora regolata entro un termine di due mesi, sarà, salvo che le parti in contrasto non si accordino su un altro modo di regolamento, sottoposta, a richiesta dell'una o dell'altra delle parti in disputa, a una Commissione composta di un rappresentante di ciascuna delle parti e di un terzo membro scelto di comune accordo fra le due parti, tra i sudditi di un terzo Paese. In difetto di accordo, entro un mese, fra le due parti per la designazione di tale terzo membro, l'una o l'altra parte potrà domandare al Segretario Generale delle Nazioni Unite di procedere a tale designazione. La decisione presa dalla maggioranza dei membri della commissione sarà considerata come decisione della commissione stessa ed accettata dalle parti come definitiva e obbligatoria.

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 9 dicembre 1947.

Nomina dei componenti il Consiglio provinciale di sanità di Brindisi, per il triennio 1948-1950.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Visto l'art. 17 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto il decreto legislativo 30 giugno 1947, n. 613;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Primo Ministro Segretario di Stato;

Decreta:

Sono nominati componenti del Consiglio provinciale di sanità di Brindisi, pel triennio 1948-1950, i signori:

Vercesi prof. Romano, medico chirurgo;

Lenti prof. Pietro, medico chirurgo;

Zambrano prof. Elio, pediatra;

Lucarini avv. Giuseppe, esperto in materie amministrative;

Cerasino dott. Cosimo, esperto in scienze agrarie.

Il presente decreto sarà presentato alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 9 dicembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 gennaio 1948
Registro Presidenza n. 13, foglio n. 171.

(1247)

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 21 dicembre 1947.

Nomina dei componenti il Consiglio provinciale di sanità di Forlì, per il triennio 1948-1950.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Visto l'art. 17 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto il decreto legislativo 30 giugno 1947, n. 613;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Primo Ministro Segretario di Stato;

Decreta:

Sono nominati componenti del Consiglio provinciale di sanità di Forlì, pel triennio 1948-1950, i signori:

Loreti prof. Mario, medico chirurgo;

Silvestrini prof. Luigi, medico chirurgo;

Reggiani dott. Pietro, pediatra;

Utili avv. Carlo, esperto in materie amministrative;

Bevilacqua dott. Guglielmo, esperto in scienze agrarie.

Il presente decreto sarà presentato alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 21 dicembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 gennaio 1948
Registro n. 13, foglio n. 178. — FERRARI

(1248)

DECRETO DEL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO 21 dicembre 1947.

Nomina dei componenti il Consiglio provinciale di sanità di Lucca, per il triennio 1948-1950.

IL CAPO PROVVISORIO DELLO STATO

Visto l'art. 17 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto il decreto legislativo 30 giugno 1947, n. 613;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Primo Ministro Segretario di Stato;

Decreta:

Sono nominati componenti del Consiglio provinciale di sanità di Lucca, pel triennio 1948-1950, i signori:

Francesconi prof. Frediano, medico chirurgo;
Pfanner prof. Felice, medico chirurgo;
Sampaolesi prof. Guido, pediatra;
Paoli avv. Alessandro, esperto in materie amministrative;
Bonuccelli prof. Pio, esperto in scienze agrarie.

Il presente decreto sarà presentato alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 21 dicembre 1947

DE NICOLA

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 gennaio 1948
Registro n. 13, foglio n. 177. — FERRARI

(1249)

DECRETO MINISTERIALE 3 giugno 1947.

Convalida di provvedimenti risolutivi del rapporto di impiego, adottati dal Commissariato nazionale per la gioventù italiana, liquidatore della cessata « opera nazionale balilla », nei confronti di alcuni impiegati passati nei ruoli della ex « gil ».

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visti gli articoli 6 e 10 del regio decreto-legge 2 agosto 1943, n. 704;

Visto l'art. 1 del decreto Presidenziale 28 febbraio 1947, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 60 del 13 marzo 1947, quale integrato per errata corrige dall'avviso di rettifica (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 93, del 22 aprile 1947, pag. 1218);

Visto l'art. 2 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, nel quale è stabilito che sono privi di efficacia giuridica i provvedimenti adottati dal sedicente governo della repubblica sociale italiana concernenti, tra l'altro, la cessazione dal servizio dei dipendenti dagli enti pubblici sottoposti a tutela e vigilanza dello Stato;

Visto il successivo art. 3 del citato decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, con il quale viene disposto che i provvedimenti di cui al suaccennato art. 2, possono essere dichiarati validi con decreto motivato dal Ministro competente entro un anno dall'entrata in vigore del predetto decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 29 marzo 1947, n. 145, con il quale detti termini sono stati prorogati al 30 giugno 1947;

Considerato che l'opera nazionale balilla illegalmente ricostituita, succeduta alla cessata « gil » per determinazione del sedicente governo della repubblica sociale italiana (e della quale il Commissariato nazionale per la gioventù italiana ha la gestione liquidatoria) ebbe a disporre — nel periodo di tempo intercorrente tra l'8 settembre 1943 e il 25 aprile 1945 — provvedimenti di risoluzione di rapporto di impiego, nei confronti di personale impiegatizio già incluso nei ruoli della predetta cessata organizzazione;

Ritenuto che i provvedimenti su indicati furono adottati in conformità di disposizioni regolamentari e per motivi di carattere obiettivo ed amministrativo, sussistenti al momento della emanazione dei provvedimenti stessi;

Decreta:

Sono convalidati, alla data in cui furono effettivamente emanati dal sedicente governo della repubblica sociale italiana, i provvedimenti risolutivi del rapporto di impiego, adottati — nel periodo di tempo intercorrente tra l'8 settembre 1943 e il 25 aprile 1945 — dalla illegalmente ricostituita « opera nazionale balilla » nei confronti dei seguenti impiegati, già inclusi nei ruoli della cessata « gil »:

1) Abbiati Carlo, dichiarato « dimissionario d'ufficio » con decorrenza 1° ottobre 1943;

2) Bonaccorsi Giovanni, dichiarato « dimissionario d'ufficio » con decorrenza 1° ottobre 1943;

3) Magnani Carraglia Amedea, dispensata con decorrenza dal 15 febbraio 1945;

4) Masotti Angiolina, dispensata con decorrenza 27 ottobre 1943;

5) Saggio Ines, dispensata con decorrenza 30 aprile 1945.

Roma, addì 3 giugno 1947

Il Ministro: GONELLA

(1462)

DECRETO MINISTERIALE 1° marzo 1948.

Elenco di immobili requisiti dal sedicente governo della repubblica sociale italiana i cui atti di occupazione sono dichiarati inefficaci.

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il 2° comma dell'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, e successive modificazioni;

Visto l'elenco degli immobili occupati dal sedicente governo della repubblica sociale italiana nei territori di giurisdizione della Direzione del Genio militare per la marina militare di La Spezia;

Tenuto conto che tali occupazioni non sono da considerarsi corrispondenti alle esigenze dell'Amministrazione militare marittima;

Decreta:

Sono dichiarate inefficaci di ufficio le occupazioni di immobili risultanti dall'allegato elenco.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 1° marzo 1948

Il Ministro FACCHINETTI

Elenco delle requisizioni in uso di immobili, effettuate dal sedicente governo della repubblica sociale italiana i cui atti di occupazione sono dichiarati inefficaci

(*Giurisdizione della Direzione Autonoma del Genio Militare per la Marina - La Spezia*).

Numero d'ordine	Denominazione ed ubicazione dell'immobile	Ditta intestataria	Uso cui l'immobile era destinato	Data di occupazione	*Note*
1	Ristorante sito in Genova, via Marconi, nn. 70-78	Crocini Stefano fu Giovanni, via Marconi, 70, Genova	Mensa ufficiali	15-11-1943	Derequisito il 30- 4-1945
2	Asilo in via P. Florio, n. 6, Genova	Asilo Piccole Suore, via Florio, n. 6, Genova	Caserma M.A.S.	15-11-1944	Derequisito il 10- 3-1945
3	Appartamento di 10 vani in via Vannucci n. 7/1, Genova	Signora Jenni Bruno Vicini, Bargagli, Genova	Caserma « Risoluti »	6- 7-1944	Derequisito il 30- 9-1944
4	Appartamento ammobiliato di 10 vani, sito in via Albaro, n. 21/7, Genova	Berretta Umberto fu Umberto, via Albaro, n. 21/7, Genova	Alloggio ufficiali	1- 8-1944	Derequisito il 30- 4-1945
5	Appartamento di 10 vani sito in via Granello, n. 3/1, Genova	Signora Cljdes Vinelli Isola, via Granello, n. 3/1, Genova	Uffici Comando M.A.S.	7- 8-1944	Idem
6	Appartamento di 3 vani in via S. Chiara, n. 3/1, Genova	Conte Benicelli Riccardo fu Filippo, via S. Chiara, n. 3, Genova	Uffici propaganda X M.A.S.	1- 2-1945	Idem
7	Appartamento di vani 5 oltre i servizi, situato in via Roma, località Verdero Pontremoli (Massa Carrara)	Società per azioni Acciaierie e ferriere lombarde Falch di Milano	Servizi dell'Ospedale della X Flottiglia M.A.S.	20- 3-1944	Derequisito il 10- 7-1944
8	Parte dell'arredamento dell'« Albergo Palazzo » di Levante (La Spezia) e precisamente: 30 letti completi di materassi e guanciali; 20 cassettoni; 10 armadi; 30 sedie e 10 tavoli	Signora Maria Solari, vedova Terenzioni, « Albergo Palazzo », Levante	Uffici ed alloggi del personale civile della Marina	13- 6-1944	Non si conosce la data di derequisizione
9	Ristorante popolare, sito in via della Canonica 4, La Spezia	Signora Neviani Maddalena, via della Canonica, 4, La Spezia	Mensa personale di Marimuni	11-12-1943	Derequisito nel maggio 1944 in seguito a danneggiamento del locale per incursione aerea
10	Cinema « Impero », sito sotto la Chiesa di Migliarina a Monte (La Spezia)	—	Magazzino vestiario di Maricommi	—	La pratica di requisizione non risulta perfezionata
11	Albergo « Splendido », sito a Portofino (Genova)	Signora Valentini Valentina domiciliata presso l'albergo a fianco indicato	Scuola sommozzatori e palombari della X Flottiglia M.A.S.	1- 4-1944	Non si conosce la data di derequisizione
12	Fascia di terreno a ponente del muro di cinta della Fortezza del Varignano, per una estensione di 100 metri verso ponente e per tutto il tratto che intercede tra il seno del Varignano e quello di Le Grazie	Signora Carassale Andreina in Denonti, Le Grazie, La Spezia	Terreno esercitazioni reparti antisom	1- 2-1944	Per vario tempo dopo la liberazione il terreno era ancora occupato da mine

Roma, addì 1° marzo 1948

Il Ministro: FACCHINETTI

(1460)

DECRETO MINISTERIALE 6 marzo 1948.

Messa in liquidazione della società di fatto Brechler e Jehring, con sede in Castello (Firenze), e nomina del liquidatore.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto Ministeriale 2 novembre 1945, col quale, in applicazione del regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100, è stata sottoposta a sequestro la società di fatto Brechler e Jehring, con sede in Castello (Firenze) e nominato sequestratario il ragioniere Targioni Vincenzo, che con decreto 19 ottobre 1947 è stato sostituito col rag. Tani James;

Ritenuto che la suindicata società, giusta relazione del sequestratario, non è più in grado di adempiere le obbligazioni attinenti all'esercizio, e quindi occorre metterla in liquidazione;

Visto l'art. 8 del regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 1° febbraio 1945, n. 33;

Visto l'art. 2 del decreto legislativo luogotenenziale 8 febbraio 1946, n. 49;

Decreta:

La società di fatto Brechler e Jehring, con sede in Castello (Firenze), è messa in liquidazione ed è nominato liquidatore il rag. Tani James.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 6 marzo 1948

Il Ministro: DEL VECCHIO

(1226)

DECRETO MINISTERIALE 8 marzo 1948.

Dichiarazione di inefficacia, nei confronti dell'Amministrazione dello Stato, delle disposizioni emanate da organi della sedicente repubblica sociale italiana, relative all'automezzo targato « M.V.S.N. 057 ».

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Premesso:

che, in esecuzione del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, concernente il riassetto della legislazione dei territori liberati, sono state, con decreto Ministeriale 22 agosto 1945 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 115 del 25 settembre 1945, dichiarate inefficaci e prive di qualsiasi effetto giuridico nei confronti dello Stato, tutte le disposizioni di servizio, sotto qualsiasi forma, emanate dagli organi della sedicente repubblica sociale italiana, relative alla disposizione, utilizzazione e destinazione di tutti gli automezzi di qualsiasi tipo appartenenti all'Amministrazione della guerra caduti temporaneamente nella disponibilità di fatto dei predetti organi durante il periodo dell'occupazione tedesca;

che, nel suddetto decreto Ministeriale 22 agosto 1945, con la frase « automezzi di qualsiasi tipo appartenenti all'Amministrazione della guerra » si intesero comprendere tutti gli automezzi delle Forze armate terrestri, quindi anche quelli della disciolta m.v.s.n.;

che, con analogo decreto Ministeriale 20 settembre 1945, pubblicato nella stessa *Gazzetta Ufficiale* n. 115 del 25 settembre 1945, furono dichiarate inefficaci nei confronti dello Stato anche le disposizioni emanate dai predetti organi della sedicente repubblica sociale italiana relative agli automezzi della Marina;

Visto:

che il Tribunale di Roma, con sentenza 27 marzo 1947, in causa Romano Giovanni contro Ministero marina, ha ritenuto che tale invalidazione delle suddette disposizioni si sarebbe dovuta fare in relazione a ciascun automezzo;

che, pur non potendosi condividere l'interpretazione data dal Tribunale predetto all'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, prorogato al 31 marzo 1948 con decreto legislativo 31 ottobre 1947, n. 1153, conviene confermare che con il decreto Ministeriale 20 settembre 1945 già citato, si intesero invalidare tutte le disposizioni di servizio emanate dagli organi della sedicente repubblica sociale italiana per la circolazione degli automezzi tutti di cui alle premesse del presente decreto e alle disposizioni similari emanate in merito e quindi anche per la circolazione dell'automezzo targato « M.V.S.N. 057 », il quale, circolando durante l'occupazione tedesca sempre nell'esclusivo interesse della predetta repubblica sociale italiana, ebbe ad investire Maria Occhiobello in Polidori;

Considerato che non è ancora scaduto il termine previsto dall'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, prorogato come sopra;

Decreta:

Art. 1.

L'invalidazione di cui al decreto Ministeriale 22 agosto 1945 si riferisce non solo agli automezzi dell'Esercito, ma anche a quelli della disciolta milizia volontaria sicurezza nazionale.

Art. 2.

Sono dichiarate inefficaci e prive di qualsiasi effetto giuridico nei confronti dell'Amministrazione dello Stato tutte le disposizioni di servizio emanate sotto qualsiasi forma da organi della sedicente repubblica sociale italiana relative alla disposizione, utilizzazione e destinazione dell'automezzo targato « M.V.S.N. 057 ».

Roma, addì 8 marzo 1948

Il Ministro: FACCHINETTI

(1453)

DECRETO MINISTERIALE 15 marzo 1948.

Convalida di provvedimenti di licenziamento adottati dall'Ente Nazionale Metano (E.N.Met.) sotto il sedicente governo della repubblica sociale italiana, nei confronti di dipendenti dell'Ente stesso.

IL MINISTRO PER LE FINANZE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO
ED
IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E COMMERCIO

Visto il decreto Ministeriale 13 ottobre 1945, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 126 del 20 ottobre 1945, col quale venivano convalidati i provvedimenti di licenziamento adottati, sotto l'impero del sedicente governo della repubblica sociale italiana, dall'Ente Nazionale

Metano nei confronti dei seguenti dipendenti degli uffici della sede di Roma, alla data a fianco di ciascuno indicata:

1) Bianchi Ugo, 15-11-1943; 2) Bodoyra Vittorio, 30-6-1944; 3) Cavazza Giovanni, 31-10-1943; 4) Capponi Maria, 31-10-1943; 5) D'Andrea Armando, 31-10-1943; 6) Del Bufalo Armando, 31-10-1943; 7) Mellusi Renato, 31-10-1943; 8) Naldone Enrico, 31-10-1943; 9) Papini Guglielmo, 31-10-1943; 10) Rosito Salvatore, 30-11-1943; 11) Scarpato Gaetano, 31-10-1943; 12) Venturoli Anna Maria, 31-10-1943; 13) Barra Riccardo, 31-10-1943; 14) Caruso Enrico, 15-10-1943; 15) Candela Oreste, 15-10-1943; 16) Casadei Ismaele, 31-10-1943; 17) Dominici Franco, 15-10-1943; 18) Falini Giuseppe, 15-10-1943; 19) Giustiniani Guido, 31-10-1943; 20) Gluchsberg Gastone, 15-10-1943;

21) Lucchetti Romeo, 15-10-1943; 22) Nobili Ettore, 31-10-1943; 23) Rosatone Domenico, 15-10-1943; 24) Ticci Ilo, 15-10-1943; 25) Zazzera Giuseppina, 31-10-1943; 26) Aglianò Anna Maria, 31-10-1943; 27) Andri Quadrini Lidia, 15-10-1943; 28) Ambrosini Lina, 15-10-1943; 29) Battista Nicoletta, 15-10-1943; 30) Bernardini Giustina, 15-10-1943; 31) Boscolo Regina, 15-10-1943; 32) Coppello Antonietta, 31-10-1943; 33) De Santis Desdemona, 15-10-1943; 34) Forti Giuliana, 15-10-1943; 35) Forti Gabriella, 15-10-1943; 36) Fonzi Adriana, 15-10-1943; 37) Grandi Milena, 15-10-1943; 38) Galante Pierina, 15-10-1943; 39) Gallo Eugenia, 15-10-1943; 40) Grita Lucia, 15-10-1943;

41) Greco Nella, 31-10-1943; 42) Joly Maria Luisa, 15-10-1943; 43) Murolo Duranti Teresa, 15-10-1943; 44) Martelli Maria Teresa, 21-10-1943; 45) Moroni Giulia, 15-10-1943; 46) Mastrelli Irene, 31-10-1943; 47) Merletti Ernesta, 15-10-1943; 48) Manetta Caterina, 31-10-1943; 49) Nicolao Giuseppina, 15-10-1943; 50) Pozzi Gabriella, 31-10-1943; 51) Quintavalle Francesca, 15-10-1943; 52) Regoli Fernanda, 31-10-1943; 53) Rossini Teresita, 15-10-1943; 54) Rinaldi M. Teresa, 31-10-1943; 55) Rabatti Laura, 31-10-1943; 56) Serafini Amici M. Cecilia, 30-6-1944; 57) Serarcangeli Elvira, 15-10-1943; 58) Serarcangeli Ida, 15-10-1943; 59) Sommariva Alice, 31-10-1943; 60) Tomei Giovanna, 15-10-1943;

61) Vacatello Rosa, 30-6-1944; 62) Ramalli Maria Letizia, 15-10-1943; 63) Bisio Aldo, 15-10-1943; 64) Colautti Giovanni, 15-10-1943; 65) Domino Giuseppe, 15-12-1943; 66) Jannotta Alfonso, 15-10-1943; 67) Simmi Amedeo, 30-6-1944; 68) Riccomini Renzo, 31-10-1943; 69) Bianca Francesco, 15-10-1943; 70) Palombi Alma, 31-10-1943; 71) Monticelli G.Cesare, 30-11-1943; 72) Reggiani Romualdo, 30-6-1944; 73) Rosati Romeo, 30-6-1944; 74) Di Gaetano Adolfo, 30-11-1943; 75) Paris Gastone, 8-9-1944;

Riesaminata singolarmente ed individualmente la posizione dei suddetti dipendenti già licenziati dall'Ente Nazionale Metano;

Considerato che i licenziamenti predetti furono disposti per circostanze esclusivamente connesse al rapporto d'impiego ed in relazione alla necessità, da parte dell'Ente Nazionale Metano di adeguare il numero dei propri dipendenti alle reali necessità dei servizi, esclusa quindi ogni considerazione di carattere politico;

Ritenuto che le condizioni dell'Ente impongono nel momento attuale la contrazione al massimo del personale in servizio;

Preso atto che i licenziamenti di cui trattasi vennero disposti attraverso una selezione qualitativa del personale, cosicchè ora può senz'altro disporsene la convalida;

Visto l'ultimo comma dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 5 settembre 1944, n. 202, concernente i servizi del Demanio mobiliare;

Decreta:

Art. 1.

Sono convalidati alla data a fianco di ciascuno indicata, i provvedimenti di licenziamento adottati dall'Ente Nazionale Metano (E.N.Met.), sotto il sedicente governo della repubblica sociale italiana, a carico dei 75 impiegati elencati nelle premesse del presente decreto.

Art. 2.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 15 marzo 1948

Il Ministro per le finanze
PELLA

Il Ministro per il tesoro
DEL VECCHIO

Il Ministro per l'industria e commercio
TREMELLONI

(1470)

DECRETO MINISTERIALE 24 marzo 1948.

Dichiarazione di inefficacia, nei confronti dell'Amministrazione dello Stato, delle disposizioni emanate da organi della sedicente repubblica sociale italiana, relative all'automezzo targato « M.D.N. 690 ».

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Premesso:

che, in esecuzione del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, concernente il riassetto della legislazione dei territori liberati, sono state, con decreto Ministeriale 22 agosto 1945 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 115 del 25 settembre 1945, dichiarate inefficaci e prive di qualsiasi effetto giuridico nei confronti dello Stato, tutte le disposizioni di servizio, sotto qualsiasi forma, emanate dagli organi della sedicente repubblica sociale italiana, relative alla disposizione, utilizzazione e destinazione di tutti gli automezzi di qualsiasi tipo appartenenti all'Amministrazione della guerra caduti temporaneamente nella disponibilità di fatto dei predetti organi durante il periodo dell'occupazione tedesca;

che, con analogo decreto Ministeriale 20 settembre 1945, pubblicato nella stessa *Gazzetta Ufficiale* n. 115 del 25 settembre 1945, furono dichiarate inefficaci nei confronti dello Stato anche le disposizioni emanate dai predetti organi della sedicente repubblica sociale italiana relative agli automezzi della Marina;

Visto:

che il Tribunale di Roma, con sentenza 27 marzo 1947, in causa Romano Giovanni contro Ministero marina, ha ritenuto che tale invalidazione delle suddette disposizioni avrebbe dovuto essere fatta in relazione a ciascun automezzo;

che, pur non potendosi condividere l'interpretazione data dal Tribunale predetto all'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, prorogato al 31 marzo 1948 con decreto legislativo 31 ottobre 1947, n. 1153, conviene confermare che con il decreto Ministeriale 20 settembre 1945 già citato, si intesero invalidare tutte le disposizioni di servizio emanate dagli organi della sedicente repubblica sociale italiana per la circolazione di tutti gli automezzi delle Forze armate terrestri e quindi anche per la circolazione dell'automezzo targato « M.D.N. 690 », il quale, circolando durante l'occupazione tedesca sempre nell'esclusivo interesse della predetta repubblica sociale italiana, ebbe ad investire il sig. Edgardo Albanese;

Considerato che non è ancora scaduto il termine previsto dall'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, prorogato come sopra;

Decreta:

Sono dichiarate inefficaci e prive di qualsiasi effetto giuridico nei confronti dell'Amministrazione dello Stato tutte le disposizioni di servizio emanate sotto qualsiasi forma da organi della sedicente repubblica sociale italiana relative alla disposizione, utilizzazione e destinazione di tutti gli automezzi delle Forze armate terrestri e quindi anche dell'automezzo targato « M.D.N. 690 ».

Roma, addì 24 marzo 1948

Il Ministro: FACCHINETTI

(1454)

DECRETO MINISTERIALE 24 marzo 1948.

Dichiarazione di inefficacia, nei confronti dell'Amministrazione dello Stato, delle disposizioni emanate da organi della sedicente repubblica sociale italiana, relative all'automezzo targato « M.D.N. 40 ».

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Premesso:

che, in esecuzione del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, concernente il riassetto della legislazione dei territori liberati, sono state, con decreto Ministeriale 22 agosto 1945 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 115 del 25 settembre 1945, dichiarate inefficaci e prive di qualsiasi effetto giuridico nei confronti dello Stato, tutte le disposizioni di servizio, sotto qualsiasi forma, emanate dagli organi della sedicente repubblica sociale italiana, relative alla disposizione, utilizzazione e destinazione di tutti gli automezzi di qualsiasi tipo appartenenti all'Amministrazione della guerra caduti temporaneamente nella disponibilità di fatto dei predetti organi durante il periodo dell'occupazione tedesca;

che, con analogo decreto Ministeriale 20 settembre 1945, pubblicato nella stessa *Gazzetta Ufficiale* n. 115 del 25 settembre 1945, furono dichiarate inefficaci nei confronti dello Stato anche le disposizioni emanate dai predetti organi della sedicente repubblica sociale italiana relative agli automezzi della Marina;

Visto:

che il Tribunale di Roma, con sentenza 27 marzo 1947, in causa Romano Giovanni contro Ministero marina, ha ritenuto che tale invalidazione delle suddette disposizioni si sarebbe dovuta fare in relazione a ciascun automezzo;

che, pur non potendosi condividere l'interpretazione data dal Tribunale predetto all'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, prorogato al 31 marzo 1948 con decreto legislativo 31 ottobre 1947, n. 1153, conviene confermare che con il decreto Ministeriale 20 settembre 1945 già citato, si intesero invalidare tutte le disposizioni di servizio emanate dagli organi della sedicente repubblica sociale italiana per la circolazione di tutti gli automezzi delle Forze armate terrestri e quindi anche per la circolazione dell'automezzo targato « M.D.N. 40 », il quale, durante l'occupazione tedesca, circolando sempre nell'esclusivo interesse della predetta repubblica sociale italiana, ebbe ad investire in Roma il sig. Emilio Caliendo;

Considerato che non è ancora scaduto il termine previsto dall'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, prorogato come sopra;

Decreta:

Sono dichiarate inefficaci e prive di qualsiasi effetto giuridico nei confronti dell'Amministrazione dello Stato tutte le disposizioni di servizio emanate sotto qualsiasi forma da organi della sedicente repubblica sociale italiana relative alla disposizione, utilizzazione e destinazione di tutti gli automezzi delle Forze armate terrestri e quindi anche dell'automezzo targato « M.D.N. 40 ».

Roma, addì 24 marzo 1948

Il Ministro: FACCHINETTI

(1455)

DECRETO MINISTERIALE 24 marzo 1948.

Dichiarazione di inefficacia, nei confronti dell'Amministrazione dello Stato, delle disposizioni emanate da organi della sedicente repubblica sociale italiana, relative all'automezzo targato « Milizia Portuaria 41 ».

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Premesso:

che, in esecuzione del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, concernente il riassetto della legislazione dei territori liberati, sono state, con decreto Ministeriale 22 agosto 1945 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 115 del 25 settembre 1945, dichiarate inefficaci e prive di qualsiasi effetto giuridico nei confronti dello Stato, tutte le disposizioni di servizio, sotto qualsiasi forma, emanate dagli organi della sedicente repubblica sociale italiana, relative alla disposizione, utilizzazione e destinazione di tutti gli automezzi di qualsiasi tipo appartenenti all'Amministrazione della guerra caduti temporaneamente nella disponibilità di fatto dei predetti organi durante il periodo dell'occupazione tedesca;

che, con analogo decreto Ministeriale 20 settembre 1945, pubblicato nella stessa *Gazzetta Ufficiale* n. 115 del 25 settembre 1945, furono dichiarate inefficaci nei confronti dello Stato anche le disposizioni emanate dai predetti organi della sedicente repubblica sociale italiana relative agli automezzi della Marina;

Visto:

che il Tribunale di Roma, con sentenza 27 marzo 1947, in causa Romano Giovanni contro Ministero ma-

rina, ha ritenuto che tale invalidazione delle suddette disposizioni si sarebbe dovuta fare in relazione a ciascun automezzo;

che, pur non potendosi condividere l'interpretazione data dal Tribunale predetto all'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, prorogato al 31 marzo 1948 con decreto legislativo 31 ottobre 1947, n. 1153, conviene confermare che con il decreto Ministeriale 20 settembre 1945 già citato, si intesero invalidare tutte le disposizioni di servizio emanate dagli organi della sedicente repubblica sociale italiana per la circolazione di tutti gli automezzi delle Forze armate terrestri e quindi anche per la circolazione dell'automezzo targato « Milizia Portuaria 41 », il quale, durante l'occupazione tedesca, circolando sempre nell'esclusivo interesse della predetta repubblica sociale italiana, ebbe ad investire il sig. Bonaventura D'Angelo;

Considerato che non è ancora scaduto il termine previsto dall'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, prorogato come sopra;

Decreta:

Sono dichiarate inefficaci e prive di qualsiasi effetto giuridico nei confronti dell'Amministrazione dello Stato tutte le disposizioni di servizio emanate sotto qualsiasi forma da organi della sedicente repubblica sociale italiana relative alla disposizione, utilizzazione e destinazione di tutti gli automezzi delle Forze armate terrestri e quindi anche dell'automezzo targato « Milizia Portuaria 41 ».

Roma, addì 24 marzo 1948

Il Ministro: FACCHINETTI

(1456)

DECRETO MINISTERIALE 24 marzo 1948.

Dichiarazione di inefficacia, nei confronti dell'Amministrazione dello Stato, delle disposizioni emanate da organi della sedicente repubblica sociale italiana, relative all'automezzo targato « BO 25129 ».

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Premesso:

che, in esecuzione del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, concernente il riassetto della legislazione dei territori liberati, sono state, con decreto Ministeriale 22 agosto 1945 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 115 del 25 settembre 1945, dichiarate inefficaci e prive di qualsiasi effetto giuridico nei confronti dello Stato, tutte le disposizioni di servizio, sotto qualsiasi forma, emanate dagli organi della sedicente repubblica sociale italiana, relative alla disposizione, utilizzazione e destinazione di tutti gli automezzi di qualsiasi tipo appartenenti all'Amministrazione della guerra caduti temporaneamente nella disponibilità di fatto dei predetti organi durante il periodo dell'occupazione tedesca;

che, con analogo decreto Ministeriale 20 settembre 1945, pubblicato nella stessa *Gazzetta Ufficiale* n. 115 del 25 settembre 1945, furono dichiarate inefficaci nei confronti dello Stato anche le disposizioni emanate dai predetti organi della sedicente repubblica sociale italiana relative agli automezzi della Marina;

Visto:

che il Tribunale di Roma, con sentenza 27 marzo 1947, in causa Romano Giovanni contro Ministero marina, ha ritenuto che tale invalidazione delle suddette disposizioni si sarebbe dovuta fare in relazione a ciascun automezzo;

che, pur non potendosi condividere l'interpretazione data dal Tribunale predetto all'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, prorogato al 31 marzo 1948 con decreto legislativo 31 ottobre 1947, n. 1153, conviene confermare che con il decreto Ministeriale 20 settembre 1945 già citato, si intesero invalidare tutte le disposizioni di servizio emanate dagli organi della sedicente repubblica sociale italiana per la circolazione di tutti gli automezzi delle Forze armate terrestri e quindi anche per la circolazione dell'automezzo targato « BO 25129 », il quale, circolando durante l'occupazione tedesca sempre nell'esclusivo interesse della predetta repubblica sociale italiana, ebbe ad investire in San Giovanni in Persiceto certo Cotti Antonio fu Massimiliano;

Considerato che non è ancora scaduto il termine previsto dall'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 5 ottobre 1944, n. 249, prorogato come sopra;

Decreta:

Sono dichiarate inefficaci e prive di qualsiasi effetto giuridico nei confronti dell'Amministrazione dello Stato tutte le disposizioni di servizio emanate sotto qualsiasi forma da organi della sedicente repubblica sociale italiana relative alla disposizione, utilizzazione e destinazione di tutti gli automezzi delle Forze armate terrestri e quindi anche dell'automezzo targato « BO 25129 ».

Roma, addì 24 marzo 1948

Il Ministro: FACCHINETTI

(1457)

DECRETO MINISTERIALE 26 marzo 1948.

Divieto dell'uso in pubblico di divise od uniformi da parte di associazioni od organizzazioni durante il periodo elettorale.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Ritenuta l'opportunità di evitare, durante il periodo elettorale e nell'immediato periodo post-elettorale, l'uso in pubblico di uniformi o di divise da parte di associazioni od organizzazioni;

Visto l'art. 3 del decreto legislativo 14 febbraio 1948, n. 43;

Decreta:

Dalla data di pubblicazione del presente decreto fino al 30 aprile 1948 è vietato l'uso in pubblico di uniformi o di divise da parte di aderenti ad associazioni od organizzazioni di qualsiasi natura, fatta eccezione unicamente delle divise di associazioni sportive e degli istituti o convitti d'istruzione.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 26 marzo 1948

Il Ministro: SCELBA

(1466)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Esito del ricorso presentato da Lupi Odoardo avverso la sua iscrizione nell'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla « Gazzetta Ufficiale » n. 145 del 2 luglio 1946.

COMMISSIONE PER L'ESAME DEI RICORSI DEI CONFIDENTI DELL'O.V.R.A.

N. 253 decisioni — N. 152 registro di ricorsi

L'anno 1948, il giorno 5 del mese di febbraio, la Commissione per la decisione dei ricorsi dei confidenti dell'O.V.R.A. composta dei signori: dott. Cataldi Tommaso, presidente; dott. Polistina Ferdinando, membro; dott. Sciaudone Angelo, membro; con l'assistenza del segretario dott. Curcio Donato, ha preso in esame il ricorso presentato dal sig. Lupi Odoardo fu Pietro, nato a Gallipoli il 3 febbraio 1882, residente in Roma, via Lambro 9, ai sensi dell'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, per ottenere la cancellazione del suo nome dall'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* n. 145 del 2 luglio 1946.

Ha quindi adottato la seguente decisione:

(*Omissis*).

LA COMMISSIONE

Visto e applicato l'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, respinge il ricorso proposto da Lupi Odoardo contro l'inclusione del suo nome nell'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 145 del 2 luglio 1946.

Roma, addì 5 febbraio 1948

La Commissione
T. CATALDI F. POLISTINA A. SCIAUDONE

Il segretario: D. CURCIO

(1284)

Esito del ricorso presentato da Zamboni Assunto avverso la sua iscrizione nell'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla « Gazzetta Ufficiale » n. 145 del 2 luglio 1946.

COMMISSIONE PER L'ESAME DEI RICORSI DEI CONFIDENTI DELL'O.V.R.A.

N. 254 decisioni — N. 253 Registro di ricorsi

L'anno 1948, il giorno 7 del mese di febbraio, la Commissione per la decisione dei ricorsi dei confidenti dell'O.V.R.A. composta dei signori: dott. Cataldi Tommaso, presidente; dott. Polistina Ferdinando, membro; dott. Sciaudone Angelo, membro; con l'assistenza del segretario dott. Curcio Donato, ha preso in esame il ricorso presentato dal sig. Zamboni Assunto di Mammolo e di Tabarroni Viola, nato a Bologna il 28 febbraio 1906, residente in Milano, viale Lombardia 12, ai sensi dell'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, per ottenere la cancellazione del suo nome dall'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* n. 145 del 2 luglio 1946.

Ha quindi adottato la seguente decisione:

(*Omissis*).

LA COMMISSIONE

Visto e applicato l'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, respinge il ricorso proposto da Zamboni Assunto contro l'inclusione del suo nome nell'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 145 del 2 luglio 1946.

Roma, addì 7 febbraio 1948

La Commissione
T. CATALDI F. POLISTINA A. SCIAUDONE

Il segretario: D. CURCIO

(1285)

Esito del ricorso presentato da Crivelli Federico avverso la sua iscrizione nell'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla « Gazzetta Ufficiale » n. 145 del 2 luglio 1946.

COMMISSIONE PER L'ESAME DEI RICORSI DEI CONFIDENTI DELL'O.V.R.A.

N. 256 decisioni — N. 238 Registro di ricorsi

L'anno 1948, il giorno 17 del mese di febbraio, la Commissione per la decisione dei ricorsi dei confidenti dell'O.V.R.A. composta dei signori: dott. Cataldi Tommaso, presidente; dott. Polistina Ferdinando, membro; dott. Sciaudone Angelo, membro; con l'assistenza del segretario dott. Curcio Donato, ha preso in esame il ricorso presentato dal sig. Crivelli Federico, nato a Milano il 6 ottobre 1897, residente in Como, via Zizio 20, ai sensi dell'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, per ottenere la cancellazione del suo nome dall'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* n. 145 del 2 luglio 1946.

Ha quindi adottato la seguente decisione:

(*Omissis*).

LA COMMISSIONE

Visto e applicato l'art. 2 del regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 424, respinge il ricorso proposto da Crivelli Federico contro l'inclusione del suo nome nell'elenco dei confidenti dell'O.V.R.A., pubblicato nel supplemento alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 145 del 2 luglio 1946.

Roma, addì 17 febbraio 1948

La Commissione
T. CATALDI F. POLISTINA - A. SCIAUDONE

Il segretario: D. CURCIO

(1287)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento del Consiglio di amministrazione della Società Anonima Cooperativa Falegnami, Ebanisti ed Affini « S.A.C.F.E.A. », con sede in Minerbio, e nomina del commissario.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 6 marzo 1948 è stato sciolto il Consiglio di amministrazione della Società Anonima Cooperativa Falegnami, Ebanisti ed Affini « S.A.C.F.E.A. » con sede in Minerbio, ed è stato nominato commissario il dott. prof. Ercole Polla.

(1314)

Proroga della gestione straordinaria della Società Cooperativa Armatori da Pesca « S.C.A.P. », con sede in Molfetta.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 6 marzo 1948, la gestione straordinaria della Società Cooperativa Armatori da Pesca « S.C.A.P. », con sede in Molfetta, è stata prorogata al giorno 10 marzo 1948 e al commissario, rag. Giuseppe Pascazio, sono state conferite le facoltà dell'assemblea dei soci per nominare il Collegio sindacale.

L'efficacia della relativa deliberazione è subordinata alla approvazione del Ministero del lavoro e della previdenza sociale.

(1315)

Proroga dei poteri conferiti al commissario della Società anonima cooperativa « Giuseppe Mazzini », con sede in Andria.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 6 marzo 1948, i poteri conferiti al rag. Nicola Modugno, commissario della Società anonima cooperativa « Giuseppe Mazzini », con sede in Andria, sono stati prorogati al 29 febbraio 1948.

(1316)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Castiglione di Sicilia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946.

Con decreto interministeriale in data 24 dicembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 4 marzo 1948, registro n. 6 Interno, foglio n. 97, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Castiglione di Sicilia (Catania), di un mutuo di L. 260.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(1395)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Pisticci ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 8 novembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 4 marzo 1948, registro n. 6 Interno, foglio n. 37, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Pisticci (Matera), di un mutuo di L. 330.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(1396)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Cardito ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 24 dicembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 4 marzo 1948, registro n. 6 Interno, foglio n. 106, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Cardito (Napoli), di un mutuo di L. 769.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(1397)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Condofuri ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 19 dicembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 4 marzo 1948, registro n. 6 Interno, foglio n. 112, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Condofuri (Reggio Calabria), di un mutuo di L. 1.008.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(1399)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Platì ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 19 dicembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 4 marzo 1948, registro n. 6 Interno, foglio n. 118, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Platì (Reggio Calabria), di un mutuo di L. 184.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(1400)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Acireale ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1946

Con decreto interministeriale in data 31 dicembre 1947, registrato alla Corte dei conti il 4 marzo 1948, registro n. 6 Interno, foglio n. 96, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Acireale (Catania), di un mutuo di L. 165.000 con uno degli istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1946.

(1415)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO — PORTAFOGLIO DELLO STATO

Media dei cambi e dei titoli del 16 marzo 1948 - N. 52

Argentina	87,50	Norvegia	70,57
Australia	1.129,10	Nuova Zelanda	1.129,10
Belgio	7,99	Olanda	131,77
Brasile	19,08	Portogallo	14,20
Canadà	350 —	Spagna	31,96
Danimarca	72,98	S. U. America	350 —
Egitto	1.447,25	Svezia	97,23
Francia	1,6325	Svizzera	81,59
Gran Bretagna	1.411,38	Turchia	124,43
India (Bombay)	105,70	Unione Sud Afr.	1.402,45

Rendita 3,50 % 1906	81,90
Id. 3,50 % 1902	71,50
Id. 3 % lordo	51 —
Id. 5 % 1935	87,80
Redimibile 3,50 % 1934	67,375
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	67,10
Id. 5 % 1936	87,625
Id. 5 % (Ricostruzione)	80,50
Obbligazioni Venezie 3,50 %	98,50
Buoni del Tesoro 5 % (15 giugno 1948)	99,525
Id. 5 % (15 febbraio 1949)	99,475
Id. 5 % (15 febbraio 1950)	98,55
Id. 5 % (15 settembre 1950)	98,45
Id. 5 % quinq. 1950 (3ª serie)	97,55
Id. 5 % quinq. 1950 (4ª serie)	97,625
Id. 5 % (15 aprile 1951)	99 —
Id. 4 % (15 settembre 1951)	92,525
Id. 5 % convertiti 1951	97,775

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

Media dei cambi e dei titoli del 17 marzo 1948 - N. 53

Argentina	87,50	Norvegia	70,57
Australia	1.129,10	Nuova Zelanda	1.129,10
Belgio	7,99	Olanda	131,77
Brasile	19,08	Portogallo	14,20
Canadà	350 —	Spagna	31,96
Danimarca	72,98	S. U. America	350 —
Egitto	1.447,25	Svezia	97,23
Francia	1,6325	Svizzera	81,59
Gran Bretagna	1.411,38	Turchia	124,43
India (Bombay)	105,70	Unione Sud Afr.	1.402,45

Rendita 3,50 % 1906	81,775
Id. 3,50 % 1902	71,50
Id. 3 % lordo	51 —
Id. 5 % 1935	88 —
Redimibile 3,50 % 1934	67,475
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	67,025
Id. 5 % 1936	87,60
Id. 5 % (Ricostruzione)	80,575
Obbligazioni Venezie 3,50 %	98,50
Buoni del Tesoro 5 % (15 giugno 1948)	99,50
Id. 5 % (15 febbraio 1949)	99,475
Id. 5 % (15 febbraio 1950)	98,50
Id. 5 % (15 settembre 1950)	98,475
Id. 5 % quinq. 1950 (3ª serie)	97,45
Id. 5 % quinq. 1950 (4ª serie)	97,65
Id. 5 % (15 aprile 1951)	99 —
Id. 4 % (15 settembre 1951)	92,50
Id. 5 % convertiti 1951	97,80

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di certificati di rendita nominativa

(1ª *pubblicazione*). Elenco n. 10.

Conformemente alle disposizioni degli articoli 48 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con regio decreto 17 luglio 1910, n. 536, e 75 del regolamento generale, approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, e art. 9 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato, n. 990, si notifica che ai termini dell'art. 73 del citato regolamento fu denunziata la perdita dei certificati d'iscrizione delle sotte designate rendite, e fatta domanda a quest'Amministrazione affinchè, previe le formalità prescritte dalla legge, ne vengano rilasciati i nuovi:

CATEGORIA del debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
			Lire
P. R. 3,50 % (1934)	30356	Sabatino Rosario di Giuseppe	80,50
Id.	73269	91° Reggimento fanteria di linea per la Fondazione « Abate Cravosio »	17,50
Id.	260131	Berardinelli Maria o Maria Concetta fu Vincenzo, moglie di Rossi Camillo, interdetta sotto la tutela del marito dom. in Avellino	2.894,50
Id.	28481 (nuda proprietà	Catterina Luigi fu Luigi, dom. in Sopraponte (Brescia), con usufrutto a Di Scovolo Erminia fu Giulio, ved. di Catterina Giacomo dom. a Provezze	182 —
Id.	23792 (nuda proprietà	Catterina Battista fu Luigi, ecc., come sopra, con usufrutto come sopra	182 —
Rendita 5 % (1935)	140709 solo proprietà	D'Amico Emilia, nubile, Gennaro, Giuseppe e Vittorio fu Sebastiano, gli ultimi due, minori sotto la patria potestà della madre Salvatore Cristina, eredi indivisi del padre, con usufrutto a favore di Salvatore Cristina fu Giuseppe, vedova D'Amico	1.135 —
Cons. 3,50 % (1906)	850901 (nuda proprietà e usufrutto)	Spizuoco Gabriele fu Giuseppe, dom. in America; Spizuoco Vittorio ed Alberto, germani del fu Giuseppe, dom. in Nola (Napoli); Spizuoco Bice o Beatrice del fu Giuseppe, maritata De Risi, dom. in Napoli; Spizuoco Carmela o Maria Carmela del fu Giuseppe, maritata d'Anna, dom. in Milano; Califati Francesco del fu Giuseppe, dom. in Nola (Napoli); Spizuoco Renato, Carlo ed Amedeo, germani di Beniamino, dom. in Nola (Napoli); Tufano Carmela, nubile, e Maria, maritata Vecchione, germane di Nicola, dom. in Saviano (Napoli); eredi indivisi di Spizuoco Virginia fu Antonio, con usufrutto a Boschi Silvestro fu Giovan Battista, dom. a Roma, e la rendita stessa è ipotecata a favore di Spizuoco Beniamino Emilia, maritata Tufano ed Ernesto, germani del fu Antonio	150,50
Id.	850902	Come sopra, con usufrutto congiuntamente e cumulativamente a Spizuoco Ernesto e Beniamino, germani del fu Antonio ed a Spizuoco Emilia fu Antonio, maritata Tufano	297,50
P. R. 3,50 % (1934)	505944	Come sopra, con usufrutto a Boschi Silvestro fu Giovan Battista, dom. a Roma, e la rendita stessa è ipotecata a favore di Spizuoco Beniamino, Emilia, maritata Tufano, ed Ernesto, germani del fu Antonio	665 —
Id.	505945	Spizuoco Beniamino fu Antonio, dom. in Nola (Napoli)	665 —
Id.	505946	Aventi diritto alla successione di Spizuoco Virginia fu Antonio, maritata Boschi, già dom. in Nola (Napoli), vincolata	350 —

CATEGORIA del debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
			Lire
P. R. 3,50 % (1934)	505947	Spizuoco Gabriele fu Giuseppe, dom. in America; Spizuoco Vittorio e Alberto, germani del fu Giuseppe, dom. in Nola (Napoli); Spizuoco Bice o Beatrice del fu Giuseppe, maritata De Risi, dom. in Napoli; Spizuoco Carmela o Maria Carmela del fu Giuseppe, maritata d'Anna, dom. in Milano; Califati Francesco del fu Giuseppe, dom. in Nola (Napoli); Spizuoco Renato, Carlo ed Amedeo, germani di Beniamino, dom. in Nola (Napoli); Tufano Carmela, nubile, e Maria, maritata Vecchione, germane di Nicola, dom. in Saviano (Napoli); eredi indivisi di Spizuoco Virginia fu Antonio, con usufrutto congiuntamente e cumulativamente a Spizuoco Ernesto e Beniamino, germani del fu Antonio ed a Spizuoco Emilia fu Antonio, maritata Tufano	409,50
Rendita 5 %	141743	Come sopra	500 —
Id.	141742	Come sopra, con usufrutto a Boschi Silvestro fu Giovan Battista ed ipotecata a favore di Spizuoco Beniamino Emilia ed Ernesto, germani del fu Antonio	400 —
Cons. 3,50 % (1906)	830193	Di Giorgi Giovanni Alberto fu Giuseppe Alberto, dom. in Palermo	1.925 —
Id.	813006	Antonietti Rosetta di Giuseppe, maritata Ramponi, dom. in Egro, frazione di Cesana (Novara)	70 —
Id.	817033	Come sopra	70 —
Id.	28333	Chiesa Parrocchiale di S. Margherita, in Diano Arentino (Porto Maurizio)	115,50
Id.	854052	Chiesa Parrocchiale di S. Margherita Martire, in Diano Arentino (Imperia)	7 —
Id.	289940	Fabbriceria della Chiesa parrocchiale di Diano Arentino (Porto Maurizio)	17,50
Id.	287326	Beneficio Parrocchiale di S. Margherita, in Diano Arentino (Porto Maurizio)	3,50
Id.	188866	Beneficio parrocchiale di S. Margherita Vergine e Martire, in Diano Arentino (Porto Maurizio)	7 —
Id.	202048	Come sopra	14 —
Id.	838469	Come sopra	3,50
Id.	399503	Opera pia del Suffragio, amministrata dalla Fabbriceria della Chiesa parrocchiale di Diano Arentino (Porto Maurizio), sotto il S. T. Margherita V. e M.	31,50
Id.	28334	Opera del Suffragio nella parrocchia di Diano Arentino (Porto Maurizio)	87,50
Id.	24109	Chiesa parrocchiale di Diano Evigno, in Diano Arentino (Porto Maurizio)	119 —
Id.	389287	Come sopra	3,50
Id.	24976	Opera Pia del Suffragio, in Diano Evigno di Diano Arentino	21 —
Id.	139055	Come sopra	3,50
Id.	138141	Opera Pia del Suffragio, in Diano Evigno, frazione del comune di Diano Arentino (Porto Maurizio)	7 —
Id.	156071	Come sopra	3,50
Id.	587580	Chiesa parrocchiale di S. Bernardo Abate, in Diano Evigno, frazione di Diano Arentino	35 —

CATEGORIA del debito	NUMERO della iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
			Lire
Cons. 3,50 % (1906)	257326	Fabbriceria parrocchiale di S. Bernardo Abate, in Diano Evigno, frazione del comune di Diano Arentino (Porto Maurizio)	10,50
P. R. 3,50 % (1934)	26791	Beneficio parrocchiale di S. Margherita, in Diano Arentino (Porto Maurizio)	122,50
Id.	112010	Come sopra	164,50
Id.	11510	Fabbriceria della Chiesa parrocchiale di Diano Evigno (Porto Maurizio)	182 —
Cons. 3,50 % (1906)	827078	Prencipe Alberto fu Marcantonio, dom. a Genova, ipotecato per cauzione	1.050 —
P. R. 3,50 % (1934)	265564	Fondazione Premio S. Benigno, Genova	210 —
Id.	266526	Come sopra	210 —
Id.	51227	Della Rosa Pasquale di Rocco, dom. a Newark (New Yersey) (U.S.A.)	630 —
Id.	248010 (proprietà e usufrutto)	La Marra Maria di Antonio, minore sotto la patria potestà del padre, con usufrutto a La Marra Antonio di Filippo, dom. a S. Elia Fiumerapido (Frosinone)	42 —
Id.	248011	La Marra Maria di Antonio, minore sotto la patria potestà del padre	126 —

Si diffida pertanto chiunque possa avervi interesse, che sei mesi dopo la prima delle prescritte tre pubblicazioni del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale*, si rilasceranno i nuovi certificati, qualora in questo termine non vi siano state opposizioni notificate a questa Direzione generale nei modi stabiliti dall'art. 76 del citato regolamento.

Roma, addì 26 febbraio 1948 *Il direttore generale* DE LIGUORO

(1106)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di ricevute di titoli

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 57.

Si notifica che è stato denunziato lo smarrimento delle sottoindicate ricevute relative a titoli di Debito pubblico presentati per operazioni.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 85-94 — Data: 3 settembre 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Varese — Intestazione: Banca Credito Varesino Varese — Titoli del Debito pubblico: Prestito della Ricostruzione 3,50 %, al portatore 1 — Capitale: L. 20.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 298 — Data: 8 giugno 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Avellino — Intestazione: Passaro Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906), nominativi 1 — Capitale: L. 400.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 130 — Data: 22 aprile 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Forlì — Intestazione: Cassa di Risparmio di Cesena — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906), nominativi 1 — Capitale: L. 2100.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 131 — Data: 22 aprile 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Forlì — Intestazione: Cassa di Risparmio di Cesena — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906), nominativi 1 — Capitale: L. 9700.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 291 — Data: 26 novembre 1946 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Cuneo — Intestazione: Romana Pietro fu Giovanni Maria — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906), al portatore 6 — Rendita: L. 105.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 6374 — Data: 25 giugno 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Ufficio ricevimento — Intestazione: Bertolini Teresa o Maria Teresa fu Gaetano, vedova Tenti — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906), nominativi 1 — Capitale: L. 8200.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 258 — Data: 2 gennaio 1946 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Messina — Intestazione: Maio Carmelo fu Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906), al portatore 2 — Rendita: L. 70.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 450 — Data: 6 marzo 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Palermo — Intestazione: Siciliano Giuseppe di Alfredo — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906), nominativi 2 — Rendita: L. 301.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 611 — Data: 24 febbraio 1946 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Caserta — Intestazione: Papale Simmaco di Salvatore — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906), al portatore 1 — Rendita: L. 70.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 221 — Data: 12 luglio 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Benevento — Intestazione: Carrano Ernesto — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906), nominativi 1 — Rendita: L. 136,50.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 127 — Data: 12 marzo 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Reggio Calabria — Intestazione: Nocilla Angelo fu Luigi — Titoli del Debito pubblico: Prestito Redimibile 3,50 % (1934), nominativi 3 — Capitale: L. 5100.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 175 — Data: 27 maggio 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Lecce — Intestazione: Valerio Anna Rita fu Vittorio Emanuele — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 % (1906), nominativi 1 — Capitale: L. 2000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1076 — Data: 19 settembre 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Verona — Intestazione: Roghi Fausta fu Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: Prestito della Ricostruzione 3,50 %, al portatore 3 — Capitale: L. 65.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 221 — Data: 5 settembre 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Messina — Intestazione: Anastasi Antonino fu Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: Prestito della Ricostruzione 3,50 %, al portatore 10 — Capitale: L. 50.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 1007 — Data: 20 settembre 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Mantova — Intestazione: Banca Agricola Mantovana — Titoli del Debito pubblico: Prestito della Ricostruzione 3,50 %, al portatore 2 — Capitale: L. 200.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 141 — Data: 28 agosto 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Forlì — Intestazione: Giardini Dino fu Luigi — Titoli del Debito pubblico: Prestito della Ricostruzione 3,50 %, al portatore 1 — Capitale: L. 5000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 210 — Data: 30 agosto 1947 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Campobasso — Intestazione: Palladino Francesco fu Antonio — Titoli del Debito pubblico: Prestito della Ricostruzione 3,50 %, al portatore 2 — Capitale: L. 11.000.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 186 — Data: 1° marzo 1946 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Intendenza di finanza di Firenze — Intestazione: Agosto Michele fu Giuseppe — Titoli del Debito pubblico: Prestito Redimibile 5 %, nominativi 1 — Capitale: L. 5200.

Numero ordinale portato dalla ricevuta: 175 — Data: 27 maggio 1943 — Ufficio che rilasciò la ricevuta: Tesoreria provinciale di Lecce — Intestazione: Sticchi Saverio fu Vittorio — Titoli del Debito pubblico: Consolidato 3,50 %, nominativi 1 — Rendita: L. 66,50.

A termini dell'art. 230 del regolamento 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso senza che sieno intervenute opposizioni, saranno consegnati a chi di ragione i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione senza obbligo di restituzione della relativa ricevuta la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, addì 26 febbraio 1948

Il direttore generale: DE LIGUORO

(1117)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Conferma del presidente e del vice presidente del Monte di credito su pegno di Pergola, con sede in Pergola (Pesaro)

IL DIRETTORE GENERALE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933, e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Vista la legge 10 maggio 1938, n. 745, ed il regio decreto 25 maggio 1939, n. 1279;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 4 giugno 1947, n. 408;

Visto il provvedimento del capo del soppresso Ispettorato del credito in data 19 aprile 1943, con il quale i signori dottor Alessandro Bruschi e rag. Vincenzo Gengarelli sono stati nominati, rispettivamente, presidente e vice presidente del Monte di credito su pegno di Pergola, con sede in Pergola (Pesaro);

Considerato che i predetti nominativi sono scaduti di carica per compiuto periodo;

Dispone:

I signori dott. Alessandro Bruschi e rag. Vincenzo Gengarelli sono confermati, rispettivamente, presidente e vice presidente del Monte di credito su pegno di Pergola, con sede in Pergola (Pesaro), per la durata prevista dalle norme statutarie, e con effetto dalla data di pubblicazione del presente provvedimento.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 2 marzo 1948

Il direttore generale della Banca d'Italia
MENICHELLA

(1194)

Nomina del presidente e del vice presidente del Monte di credito su pegno di Bagnacavallo, con sede in Bagnacavallo (Ravenna).

IL DIRETTORE GENERALE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933, e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Vista la legge 10 maggio 1938, n. 745, ed il regio decreto 25 maggio 1939, n. 1279;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 4 giugno 1947, n. 408;

Visto il provvedimento del capo del cessato Ispettorato del credito in data 28 agosto 1943, con il quale i signori dott. Francesco Longanesi, Cattani e Mario Ercolani sono stati nominati, rispettivamente, presidente e vice presidente del Monte di credito su pegno di Bagnacavallo, con sede in Bagnacavallo (Ravenna);

Considerato che il predetto dott. Longanesi Cattani è deceduto e che il sig. Ercolani ha rassegnato le dimissioni;

Dispone:

I signori Mario Graziani fu Giuseppe e dott. Giuseppe Brusa fu Alessandro sono nominati, rispettivamente, presidente e vice presidente del Monte di credito su pegno di Bagnacavallo, con sede in Bagnacavallo (Ravenna), per la durata prevista dalle norme statutarie e con decorrenza dalla data di pubblicazione del presente provvedimento.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 2 marzo 1948

Il direttore generale della Banca d'Italia
MENICHELLA

(1195)

Nomina del presidente e del vice presidente del Monte di credito su pegno di Terlizzi, con sede in Terlizzi (Bari)

IL DIRETTORE GENERALE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933, e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Vista la legge 10 maggio 1938, n. 745, ed il regio decreto 25 maggio 1939, n. 1279;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 4 giugno 1947, n. 408;

Visto il provvedimento del cessato Ispettorato del credito in data 27 maggio 1941, con il quale i signori dott. notaio Giuseppe Casamassima e Filippo Marinelli sono stati nominati, rispettivamente, presidente e vice presidente del Monte di credito su pegno di Terlizzi, con sede in Terlizzi (Bari);

Considerato che il predetto sig. Casamassima è deceduto e che il sig. Marinelli ha rassegnato le dimissioni;

Dispone

I signori ing. Giulio Gadaleta fu Giulio e avv. notaio Lorenzo De Sario fu Francesco sono nominati, rispettivamente presidente e vice presidente del Monte di credito su pegno di Terlizzi, con sede in Terlizzi (Bari) per la durata prevista dalle norme statutarie e con decorrenza dalla data di pubblicazione del presente provvedimento.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 3 marzo 1948

Il direttore generale della Banca d'Italia
MENICHELLA

(1196)

Nomina e conferma dei presidenti delle Casse comunali di credito agrario di Campomaggiore (Potenza), Taranta Peligna (Chieti), Rotonda (Potenza), Laterza (Taranto), Nova Siri (Matera), Deliceto (Foggia), Montefino (Teramo), S. Agata di Puglia (Foggia), Treglio (Chieti) e Pisciotta (Salerno).

IL DIRETTORE GENERALE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760, e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Visto l'art. 28 del regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928 e modificato con decreto del Capo del governo del 26 luglio 1937;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933, e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 4 giugno 1947, n. 408;

Viste le proposte formulate dalla Sezione di credito agrario del Banco di Napoli, con sede in Napoli;

Dispone:

1. — Il signor Venezia Giuseppe di Emanuele è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Campomaggiore (Potenza).

2. — Il dott. Carri Crescentino di Michelino è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Taranta Peligna (Chieti).

3. — Il dott. Bonifacio Francesco Giuseppe fu Domenico è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Rotonda (Potenza).

4. — Il sig. Pugliese Leonardo fu Pietro è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Laterza (Taranto).

5. — Il signor Battifarano Vincenzo fu Francesco è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Nova Siri (Matera).

6. — Il signor Di Taranto Zaccaria fu Michele è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Deliceto (Foggia).

7. — Il signor Pompei Beniamino fu Francesco Paolo è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Montefino (Teramo).

8. — Il signor Del Buono Francesco fu Scipione è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di S. Agata di Puglia (Foggia).

9. — Il signor Di Giovanni Edoardo di Antonio è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Treglio (Chieti).

10. — Il signor Tambasco Carmine fu Vito è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Pisciotta (Salerno).

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 3 marzo 1948

Il direttore generale della Banca d'Italia
MENICHELLA

(1197)

CONCORSI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Cremona.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visti gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Cremona in data 20 giugno 1947, n. 13259, col quale è indetto pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti nella Provincia;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Cremona, è costituita come appresso:

Presidente:

dott. Federico Lo Monaco, vice prefetto;

Componenti:

dott. Francesco Angelillo, medico provinciale;

prof. dott. Aristeo Bertola, libero docente in patologia medica, primario dell'ospedale maggiore di Cremona;

prof. dott. Rodolfo Grignani, libero docente in clinica chirurgica, primario dell'ospedale maggiore di Cremona;

dott. Angelo Francioni, medico condotto;

Segretario:

dott. Aldo Gentile.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Cremona.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni successivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 17 febbraio 1948

L'Alto Commissario PERROTTI

(1143)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cremona.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visti gli articoli 50 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Prefetto di Cremona in data 20 giugno 1947, n. 13259, col quale è indetto pubblico concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cremona, è costituita come segue:

Presidente:

dott. Gino Mattei, vice prefetto;

Componenti:
dott. Francesco Angelillo, medico provinciale;
dott. Italo Stradivari, primario ostetrico dell'ospedale maggiore di Cremona;
dott. Dino Mancini, specialista in ostetricia e ginecologia;
Maria Gailolfi, ostetrica condotta;
Segretario:
dott. Vittorio Cinti.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Cremona.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 17 febbraio 1948

L'Alto Commissario: PERROTTI

(1144)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Piacenza.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visti gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Piacenza in data 14 giugno 1947, n. 10812, col quale è indetto pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti nella Provincia;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Piacenza, è costituita come appresso:

Presidente:
dott. Arturo Martusciello, vice prefetto;
Componenti:
dott. Leopoldo Bazzicalupo, medico provinciale;
prof. Alessandro Esposito, docente in patologia medica e primario dell'ospedale civile di Piacenza;
prof. Arnaldo Vecchi, docente in patologia chirurgica e primario dell'ospedale civile di Piacenza;
dott. Poetro De Lama, medico condotto;
Segretario:
dott. Giorgio Finamore.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Piacenza.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 11 febbraio 1948

L'Alto Commissario: PERROTTI

(1147)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Piacenza.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visto gli articoli 50 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Piacenza in data 14 giugno 1947, n. 10812, col quale è indetto pubblico concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Piacenza, è costituita come appresso:

Presidente:
dott. Arturo Martusciello, vice prefetto;
Componenti:
dott. Leopoldo Bazzicalupo, medico provinciale;
prof. Mario Trettenero, docente in clinica ostetrica e primario dell'ospedale civile di Piacenza;
dott. Giuseppe Vitali, libero esercente specializzato in ostetricia;
Amalia Gatti, ostetrica condotta;
Segretario:
dott. Giorgio Finamore.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Piacenza.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 11 febbraio 1948

L'Alto Commissario: PERROTTI

(1148)

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Brescia.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visti gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto l'art. 69, primo comma, del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto del Prefetto di Brescia in data 1° giugno 1947, n. 25699, col quale è indetto pubblico concorso a posti di medico condotto vacanti nella Provincia;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Brescia, è costituita come appresso:

Presidente:
dott. Carlo Riva, vice prefetto;
Componenti:
dott. Giovanni Criscuolo, medico provinciale;
prof. Augusto Pignatti, libero docente, primario chirurgo dell'ospedale civile di Brescia;
prof. Luigi Beltramelli, libero docente, primario medico dell'ospedale civile di Brescia;
dott. Marullo Salvi, medico condotto;
Segretario:
dott. Publio Petroccia.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà la sua sede in Brescia.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 12 febbraio 1948

L'Alto Commissario: PERROTTI

(1149)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Concorso per esame a centocinquanta posti di uditore giudiziario

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili dell'Amministrazione dello Stato e successive modificazioni;

Visti gli articoli 8, 123, 129 e 269 dell'ordinamento giudiziario, approvato con regio decreto 30 gennaio 1941, n. 12;

Visto il decreto del Capo provvisorio dello Stato 19 aprile 1947, n. 974, contenente modifiche all'art. 123 dell'ordinamento giudiziario;

Visto il regio decreto 15 ottobre 1925, n. 1860, che detta le norme per il concorso di ammissione in magistratura;

Vista la lettera in data 21 febbraio 1948, con la quale la Presidenza del Consiglio dei Ministri ha autorizzato il Ministero di grazia e giustizia a bandire un concorso per centocinquanta posti di uditore giudiziario;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esame a centocinquanta posti di uditore giudiziario.

Art. 2.

Per essere ammesso al concorso è necessario che l'aspirante:

a) sia cittadino italiano, di sesso maschile;

b) abbia l'esercizio dei diritti civili e politici;

c) abbia sempre tenuto illibata condotta civile, morale e politica;

d) abbia, alla data del presente bando, compiuta l'età di 21 anni e non superata quella di anni 35.

Il limite massimo di età è elevato:

1) di nove anni per i mutilati e gli invalidi di guerra, della lotta di liberazione e per gli ex combattenti decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra al valor militare, oppure promossi per merito di guerra;

2) di cinque anni per coloro che hanno partecipato nei reparti mobilitati delle Forze armate alle operazioni militari nell'Africa Orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, e per coloro che hanno partecipato, nei reparti delle Forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-1943 e della guerra di liberazione, per i partigiani combattenti, e per i cittadini deportati dal nemico.

Sono esclusi dal beneficio di cui ai numeri 1) e 2) coloro che abbiano riportato condanne per delitti commessi sotto le armi, anche se successivamente amnistiati;

3) di nove anni per i capi di famiglia numerosa (di almeno sette figli), senza pregiudizio dei maggiori limiti consentiti dall'art. 23 del regio decreto-legge 21 agosto 1937, n. 1542, convertito, con modificazioni, nella legge 3 gennaio 1939, n. 1;

4) *A*) di due anni per coloro che siano coniugati alla data di scadenza per la presentazione della domanda di partecipazione al concorso;

B) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

L'elevazione di cui alla lettera *A*) del n. 4) si cumula con quella di cui alla lettera *B*) ed entrambe con quelle di cui ai numeri precedenti;

5) a 45 anni nel confronto di coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale.

Il beneficio predetto assorbe ogni altra elevazione dei limiti di età eventualmente spettante.

Il limite massimo di età per l'ammissione al concorso non potrà, in ogni caso, superare i 45 anni di età.

Si prescinde dal detto limite in confronto degli aspiranti che, alla data del presente bando di concorso, già rivestono la qualità di impiegati civili di ruolo dello Stato, ed in confronto degli aspiranti che, appartenendo al personale civile non di ruolo comunque denominato dipendente dalle Amministrazioni dello Stato, anche ad ordinamento autonomo, od al personale salariato di ruolo e non di ruolo, dipendente dalle Amministrazioni stesse, abbiano compiuto, alla data del presente bando, cinque anni di lodevole servizio.

Le qualità di cui ai due comma precedenti devono risultare da attestazione rilasciata in forma legale dall'Amministrazione della quale fa parte l'aspirante;

e) sia provvisto del diploma di laurea in giurisprudenza conseguito in una università dello Stato.

L'aspirante deve essere provvisto del titolo di studio suddetto, prima della scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

Art. 3.

I candidati nei concorsi per l'ammissione in magistratura, la cui graduatoria sia stata approvata anteriormente alla data di pubblicazione del regio decreto 6 gennaio 1942, n. 27, qualora si trovino nelle condizioni previste dal primo comma dell'art. 7 del regio decreto-legge 1° aprile 1935, n. 343, possono essere ammessi a sostenere le sole prove orali nel presente concorso (decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 20 aprile 1947, n. 291).

La votazione riportata dai candidati predetti nelle prove scritte del precedente concorso è valutata ai fini della formazione della graduatoria dei candidati del presente concorso.

Il beneficio concesso nel primo comma non compete a coloro i quali, anteriormente alla data di entrata in vigore del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 20 aprile 1947, n. 291, abbiano partecipato ad altro concorso per uditore giudiziario, ottenendo l'ammissione alla prova orale.

Art. 4.

La domanda di ammissione su carta bollata da L. 32 diretta al Ministero di grazia e giustizia, deve essere presentata entro le ore di ufficio al procuratore della Repubblica, nella cui giurisdizione risiede l'aspirante, nel termine di giorni sessanta dalla pubblicazione del presente bando nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

La domanda deve contenere la esatta indicazione della residenza.

Gli aspiranti che risiedono in territorio non metropolitano e quelli che dimostrino di essere alle armi potranno trasmettere nel prescritto termine di giorni sessanta, la sola domanda di ammissione al concorso, salvo a produrre i documenti richiesti dal presente bando almeno dieci giorni prima delle prove scritte di esame.

Art. 5.

Alla domanda devono essere allegati i seguenti documenti, tutti in lingua italiana, su prescritto foglio bollato e debitamente legalizzati:

a) estratto dell'atto di nascita, in conformità del regio decreto 25 agosto 1932, n. 1101 (carta da bollo da L. 40);

b) certificato di data non anteriore a tre mesi da quella del presente bando, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza, dal quale risulti che il candidato è cittadino italiano e gode dei diritti politici (carta da bollo da L. 24).

Sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani nati in zone non comprese nel territorio della Repubblica e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta con decreto del Capo dello Stato;

c) certificato medico, di data non anteriore a tre mesi a quella del presente bando, di sana costituzione fisica, rilasciato da un ufficiale medico militare o dal medico provinciale, dal medico condotto o dall'ufficiale sanitario. Se il candidato è affetto da imperfezione fisica, essa deve essere esattamente specificata nel certificato. Il certificato medico per l'invalido di guerra, deve essere rilasciato dall'autorità sanitaria di cui all'art. 14, n. 3, del regio decreto 29 gennaio 1922, n. 92, nella forma prescritta dal successivo art. 15 (bollo da L. 24).

Il certificato medico deve essere vistato dal capo dell'ufficio civile o militare a cui il sanitario appartiene, ovvero dal sindaco.

L'Amministrazione si riserva, in ogni caso, di sottoporre i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia. L'aspirante che non sia riconosciuto idoneo o non si presenti, o rifiuti di sottoporsi alla visita, è escluso dal concorso;

d) ritratto in fotografia su fondo bianco, a mezzo busto, di data recente, che a cura degli aspiranti dovrà essere applicato su apposito cartoncino, da richiedersi alla competente procura della Repubblica. Su tale cartoncino sarà apposta l'autenticazione del notaio, relativa al ritratto ed alla firma del candidato nonchè la prescritta marca da bollo da L. 34;

e) certificato generale del casellario giudiziale di data non anteriore a tre mesi da quella del presente bando (bollo da L. 60);

f) diploma originale di laurea in giurisprudenza di cui all'art. 2 del presente bando;

g) documenti atti a comprovare l'eventuale diritto alle preferenze nell'ordine di nomina ed alla dispensa dal limite di età, previste dalle disposizioni in vigore al momento della presentazione della domanda di ammissione al concorso.

Per i certificati del sindaco di Roma e del cancelliere del tribunale o segretario della Procura della Repubblica in Roma e dei notai del distretto notarile di Roma non occorrono legalizzazioni.

Non si terrà conto delle domande presentate oltre il termine indicato nell'art. 4, ovvero sfornite di alcuni dei documenti suddetti o non in regola col bollo.

Per coloro che, in dipendenza di avvenimenti politici, connessi con la recente guerra, abbiano dovuto abbandonare la residenza nei territori di confine o non abbiano potuto farvi ritorno, valgono le disposizioni di cui al decreto legislativo 24 febbraio 1947, n. 60.

I concorrenti che già appartengono ad Amministrazioni statali, come funzionari di ruolo, possono limitarsi a produrre i documenti di cui alle lettere c), d), f) dell'art. 5, insieme a copia autentica del loro stato di servizio civile, comprovando, con apposita attestazione dell'Amministrazione da cui dipendono, di non essere sottoposti a procedimento penale o disciplinare o di epurazione e di aver riportato la qualifica almeno di « buono ».

Art. 6.

La mutilazione e la invalidità di guerra deve risultare dal mod. 69, rilasciato dal Ministero delle finanze (Direzione generale pensioni dirette), ovvero da dichiarazione rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale degli invalidi di guerra.

La qualità di ex combattente ed ogni altro titolo militare, devono risultare dallo stato di servizio o dal foglio matricolare, nonchè dalla prescritta dichiarazione integrativa del distretto militare.

La qualità di orfano di guerra o di caduto per la lotta di liberazione o di caduto civile per fatti di guerra o di figlio di invalido o di mutilato di guerra o per la lotta di liberazione o di invalido civile per fatto di guerra, deve risultare da certificato da rilasciarsi dal sindaco.

Soltanto con l'esibizione dei relativi brevetti devono essere provate la concessione delle medaglie al valor militare, o della croce di guerra, ovvero di altre attestazioni di merito di guerra e la qualità di ferito in combattimento.

Gli ex prigionieri ed i civili assimilati ai prigionieri, devono comprovare tale loro qualità esibendo i documenti ad essi rilasciati dalle competenti autorità.

La qualità di reduce dalla deportazione e di deportato o internato per motivi di persecuzione razziale deve risultare da attestazione del prefetto della provincia in cui l'interessato risiede.

La qualifica di partigiano combattente deve essere documentata esibendo la decisione definitiva della apposita Commissione istituita per il riconoscimento della qualifica stessa.

Qualora non ancora sia avvenuto il riconoscimento della qualifica, gli aspiranti possono provvisoriamente documentarla esibendo un'attestazione comprovante l'avvenuta presentazione della domanda.

Gli aspiranti che si trovano nelle condizioni di cui all'articolo 2, n. 5, devono dimostrare, di aver riportato sanzioni penali o di polizia per comportamento contrario al regime fascista, mediante esibizione dei relativi provvedimenti.

Lo stato di famiglia deve risultare dall'apposito certificato del sindaco.

Per la presentazione dei documenti relativi a titoli preferenziali è concessa ai candidati ammessi alle prove orali la facoltà di produrre prima di sostenere dette prove quei documenti che attestino nei loro confronti nuovi titoli preferenziali.

Art. 7.

L'ammissione al concorso è riservata al giudizio insindacabile del Ministro.

Non sono ammessi al concorso coloro che, per le informazioni raccolte, non risultino, secondo l'apprezzamento insindacabile del Ministro di grazia e giustizia, di moralità e condotta incensurabili e appartenenti a famiglia di estimazione morale indiscussa.

Non sono del pari ammessi coloro che sono stati dichiarati non idonei in due concorsi per l'ammissione in magistratura.

La disposizione di cui al comma precedente non si applica nei confronti dei concorrenti ex combattenti o reduci dalla deportazione da parte del nemico (decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 luglio 1947, n. 628).

Agli effetti dell'ammissibilità, si considera separatamente ciascun concorso svoltosi secondo i precedenti ordinamenti.

L'espulsione del candidato dopo la dettatura del tema, durante le prove scritte, equivale ad inidoneità.

Art. 8.

Il concorso si svolgerà mediante esame, secondo le norme stabilite nell'art. 123 e seguenti del vigente ordinamento giudiziario, e nell'art. 1 del decreto del Capo provvisorio dello Stato in data 19 aprile 1947, n. 974.

L'esame consiste:

a) in una prova scritta su ciascuna delle seguenti materie:

1) diritto civile e romano;
2) diritto penale;
3) diritto amministrativo;

b) in una prova orale su ciascuna delle seguenti materie o gruppi di materie:

1) diritto romano;
2) diritto civile;
3) procedura civile;
4) diritto penale;
5) procedura penale;
6) diritto amministrativo e costituzionale;
7) diritto ecclesiastico, diritto internazionale ed elementi di statistica.

Art. 9.

Le prove scritte avranno luogo in Roma nei giorni che, con successivo decreto, saranno determinati.

Saranno ammessi alle prove orali i candidati che avranno riportato non meno di 12/20 dei punti in ciascuna prova scritta.

Saranno dichiarati idonei coloro che avranno conseguito una votazione complessiva non inferiore a 91 punti e non meno di 6/10 in ciascuna prova orale.

Non sono ammesse frazioni di punto.

Art. 10.

I concorrenti dichiarati idonei saranno classificati secondo il numero totale dei voti riportati.

In caso di parità di punti si applicano le disposizioni del regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, convertito nella legge 27 dicembre 1934, n. 2125, e successive modificazioni concernenti la graduatoria dei titoli di preferenza per le ammissioni ai pubblici impieghi.

A parità di requisiti, la precedenza sarà data al più anziano di età.

Art. 11.

Saranno nominati uditori giudiziari i primi classificati entro il limite dei posti messi a concorso.

I posti spettanti a coloro che dichiareranno di rinunziare alla nomina, o non si presenteranno ad assumere servizio nel termine di legge, saranno attribuiti ai candidati del presente concorso dichiarati idonei con maggior numero di voti, dopo quelli compresi nella classificazione dei vincitori.

Roma, addì 26 febbraio 1948

Il Ministro: GRASSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 marzo 1948
Registro Giustizia n. 4, foglio n. 263.

(1295)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.